

Il est difficile de se débarrasser de taches d'huile.



La Toile TOTAL - Jade Verda

Enquête écrite avec Renaud Concordet

Janvier 2023

Comment fait-on pour détruire ?

On entre dans la vie de quelqu'un, on s'y immisce doucement, on s'y rend indispensable.

Puis, on détruit tout en prétendant être le sauveur.

Car, avec les jolies fleurs du greenwashing, on pense cacher l'immense emprise de l'industrie fossile.

Total s'est glissée au cœur de tous les secteurs de la société pour s'assurer une influence sans faille.

Culture, sport, universités, grandes écoles, centres de recherches, think tanks, banques, assurances, lobbies, associations environnementales, sociales et surtout l'Etat.

Le travail d'enquête est infini. Les liens que l'entreprise tisse sont innombrables. Personne ne doit perturber sa trajectoire en direction des sols.

Car Total continue,

envers et contre tous les avis scientifiques,

de forer massivement les sols et les océans à la recherche de pétrole et de gaz.

Les recommandations du GIEC et de l'Agence Internationale de l'Énergie sont pourtant claires :

Il faut abandonner

dès maintenant

tout nouveau projet d'exploitation d'énergie fossile.

Mais Total s'immisce partout où l'on pourrait l'empêcher,

partout où elle peut créer de la dépendance.

Discrète mais omniprésente,

elle se rend indispensable et inattaquable.

Cette stratégie d'influence ne vise qu'un seul objectif : la rentabilité.

Méga-profits

Bénéfices nets de 19,5 milliards d'euros

Géant français, tache d'huile immense

Parmi une industrie fossile super puissante, mais pas infaillible.

*Empêtrés dans des liens plus ou moins étroits avec Total,
tous les acteurs de cette toile se garderont bien de se prononcer contre les
actions de l'entreprise.
Ces informations sont publiques, existent aux yeux de tous grâce au travail des
journalistes et associations,
mais dans la résignation générale,
Total entretient son influence malsaine.*

*Pourtant, notre capacité à contraindre les industries fossiles dans leur course
effrénée
détermine aujourd'hui
non seulement l'avenir,
mais la survie de l'humanité.*

*Comment fait-on pour arrêter de détruire ?
Un geste :
rompre les liens.*

SOMMAIRE

Le groupe TOTAL : qui décide, au nom de qui ?	7
--	---

LES ACTIONNAIRES	7
------------------	---

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
-----------------------------	----

La sphère d'influence de Total	25
---------------------------------------	----

BANQUES	
---------	--

ASSURANCES	25
------------	----

UNIVERSITÉS & ÉCOLES	29
----------------------	----

RECHERCHE	31
-----------	----

THINK TANKS	37
-------------	----

MÉDIA	43
-------	----

SPORT	45
-------	----

GREENWASHING	49
--------------	----

ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENTALES	53
--------------------------------	----

CULTURE & PATRIMOINE	57
----------------------	----

ASSOCIATIONS ET SOCIAL	63
------------------------	----

67

Le secteur particulier de l'Etat

PORTES TOURNANTES	71
-------------------	----

INSTITUTIONS PUBLIQUES	
------------------------	--

STRATÉGIE D'OPTIMISATION FISCALE	71
----------------------------------	----

LOBBIES	77
---------	----

81

L'exploitation des énergies fossiles, cœur inchangé de l'activité du groupe : l'activité de Total est meurtrière.	85
--	----

PROJETS CONTROVERSÉS	91
----------------------	----

NOUVEAUX PROJETS FOSSILES DEPUIS 2021	
---------------------------------------	--

Rompre les liens	91
-------------------------	----

99

Remerciements	109
----------------------	-----

Sources	
----------------	--

111

113

LE GROUPE TOTAL

LES ACTIONNAIRES

En 2021, le groupe a consacré plus de 8,5 milliards d'euros à la rémunération de ses actionnaires, soit près de trois fois plus que les sommes investies dans le renouvelable. "Total appartient à ses actionnaires", répète souvent Patrick Pouyanné pour justifier des orientations stratégiques du groupe. Qui sont donc ces fameux actionnaires, qui décident du sort du groupe et font rente de ses bénéfices ?

Ce sont principalement des géants financiers (BlackRock, le Crédit Agricole...) et des acteurs étrangers (seuls 6,9 % des actionnaires principaux sont immatriculés en France). Par ailleurs fortement reliés au monde des banques et des assurances, leur intérêt n'est que financier.

Le groupe Crédit Agricole

Le Groupe Crédit Agricole est le premier actionnaire de Total au monde, il rassemble pour 15,66 milliards d'euros d'actions Total, soit 10,2% du groupe. Cette concentration s'opère en grande partie via Amundi, la filiale du Crédit Agricole deuxième société de gestion d'actifs en Europe, qui gère entre autres le Plan d'Epargne Entreprise du groupe. Le 29 mai 2020, lorsque l'assemblée générale de Total a fait l'objet d'un vote au sujet de l'adoption ou non d'une résolution climat, première de ce genre en France, le Crédit Agricole a fait partie des 83,2% des actionnaires qui ont voté contre la résolution. Selon l'association Reclaim Finance, les engagements annoncés par le Crédit Agricole ne se sont pas traduits en actes, le groupe préférant la perspective d'une hausse à court terme des dividendes.

BlackRock

Première société gestionnaire d'actifs au monde, BlackRock est le second actionnaire de Total avec 6,2 % des parts, pour une valeur de 8,9 milliards d'euros. En janvier 2021, les ONG Reclaim Finance et Urgewald ont qualifié de "greenwashing" les annonces de BlackRock et son PDG Laurence D. Fink, qui ont notamment souhaité se positionner comme champion de la transition en arrêtant tout investissement dans une entreprise réalisant plus de 25% de son activité à partir des énergies fossiles, mais maintiennent pour 85 milliards de dollars de participations dans des compagnies inscrites sur la Global Coal Exit List assemblée par l'ONG Urgewald.

Vanguard Group

Le groupe Vanguard est un groupe de conseil en investissement basé aux Etats-Unis, au même titre que BlackRock, et qui possède 2,4% des parts. De fait, plus de trois quarts des actionnaires principaux de Total sont des sociétés de gestion d'actifs, qui ont pour but de découper les parts du groupe Total et de les associer à d'autres actions afin de constituer des produits financiers et obtenir un rendement sur ces produits. Leur objectif est donc uniquement et très directement le rendement financier, et leur possession de parts de Total extrêmement diluée dans le marché financier.

Norges Bank Investment Management

Ce fonds souverain géré directement par la Banque Centrale de Norvège détient pour 4,7 milliards d'euros d'actions chez Total, soit 3,31% de l'actionnariat. C'est le principal fonds souverain, c'est-à-dire détenu par un acteur public, au monde. En 2019, les autorités publiques norvégiennes ont approuvé le début de l'exploitation par Total du projet Johan Sverdrup, qui vise à extraire 2,7 milliards de barils pendant 50 ans. La NBIM n'est pas le seul actionnaire public de Total ; la Caisse de Dépôt et Placement du Québec détient par exemple pour plus de 500 millions d'euros d'actions du groupe.

BNP Paribas

BNP Paribas est avec le Crédit Agricole le seul groupe français des 20 principaux actionnaires de Total : elle en détient pour 1,27 milliards d'euros d'actions, ce qui représente 0,89% du capital total du groupe. Lorsqu'en 2020 une minorité d'actionnaires a initié le vote d'une résolution climat, BNP Paribas s'est positionnée la veille en co-signant une lettre demandant à Total de revoir à la hausse ses engagements. Cependant, cet engagement a été critiqué par certaines associations comme une forme de greenwashing, alors que BNP Paribas a augmenté ses financements à l'industrie fossile entre 2017 et 2020 malgré l'adoption en 2017 d'une politique sur les pétrole et gaz non conventionnels.

Natixis

Natixis, établissement financier majeur en France issu de la fusion de la Banque Populaire et de la Caisse d'Épargne, est le 26ème actionnaire de Total dans le monde pour une valeur de plus de 400 millions d'euros. Natixis, comme le Crédit Agricole et BNP Paribas, a fait partie des 83,2% des actionnaires qui ont voté contre la résolution climat proposée par une minorité d'actionnaires de Total à l'assemblée générale du 29 mai 2020.

Axa

Le groupe assurantiel Axa, pouvant assurer ou non les projets de Total, détient pour 97 millions d’euros d’actions de Total ; c’est une pratique courante, le groupe assurantiel Allianz est par exemple le trentième actionnaire de Total avec 368 millions d’euros d’actions Total. Lorsque le 29 mai 2020, l’assemblée générale de Total fait l’objet d’un vote au sujet de l’adoption ou non d’une résolution climat, première de ce genre en France, Axa fait partie des 83,2% des actionnaires qui ont voté contre la résolution. Par ailleurs, Patricia Barbizet, administratrice de Total depuis plus de dix ans, est également administratrice d’Axa.

Membres du Conseil d’administration de Total

La majorité des membres du Conseil d’administration, ceux-là mêmes qui votent les orientations stratégiques du groupe, ont des actions chez Total. Ainsi, Patrick Pouyanné détient pour 14,6 millions d’euros d’actions chez Total, Patricia Barbizet pour 600 000 € et Jérôme Contamine pour 560 000 €.

Nom	Nombres de parts (au 31/12/2021)	Valeur des actions possédées (au 23/01/2023)
Pouyane Patrick	267487	15 629 265 €
Barbizet Patricia	11050	645 652 €
Contamine Jérôme	10275	600 368 €
Coisne-Roquette Marie-Christine	4559	290 357 €
Cutifani Mark	2000	116 860 €
Idrac Anne - Marie	1539	89 924 €
Van Der Hoeven Maria	1500	87 645 €
Lemierre Jean	1042	60 884 €
Aschenbroich Jacques	1000	58 430 €
Hubbard Robert Glenn	1000	58 430 €
Pablo Angel	339	19 808 €
Garcia- Ivaldi Romain	178	10 401 €
Croteau Lise	100	5 843 €

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration de Total est l'organe décisionnel du groupe, il entérine ses orientations stratégiques, comme la stratégie climat. Ses membres ne sont pas des cadres de Total mais des administrateurs qui cumulent souvent d'autres fonctions : PDG de banques et grands groupes, administrateurs d'entreprises du CAC 40, présidents ou administrateurs d'écoles d'ingénieurs, d'institutions culturelles, d'associations ou cercles d'influences, etc. La pratique de l'entre-soi dans les conseils d'administrations des grands groupes est profondément ancrée en France, chacun se nommant tour à tour tel un jeu de chaises musicales. En effet, les dirigeants du CAC 40 français s'organisent de manière à défendre de manière cohérente et solidaire leurs intérêts communs sur les questions importantes, notamment en matière de fiscalité ou de climat. Ces liens sont renforcés par le cercle de sociabilité des élites, par exemple via le club privé Le Siècle (qui a été dirigé par Patricia Barbizet, administratrice de Total). Ainsi, Total rassemble des administrateurs clés qui servent à tisser son influence sur la société française et à l'international, grâce à leurs liens professionnels et personnels.

Patrick Pouyanné

Patrick Pouyanné est le visage de Total. Après avoir pantouflé, il n'a jamais quitté le groupe. Il occupe d'autres fonctions représentatives par ailleurs, qui visent à accroître son influence et améliorer son image.

Issu du corps des Mines à la suite de sa formation à Polytechnique, Patrick Pouyanné a commencé sa carrière au sein du ministère de l'Industrie. Il est ensuite devenu conseiller technique du Premier ministre Edouard Balladur en 1993, puis directeur de cabinet du ministre des Technologies de l'information et de la Poste François Fillon. C'est en 1997 qu'il rejoint la compagnie pétrolière Elf Aquitaine, absorbée par le groupe Total en 2000. Patrick Pouyanné est un exemple parmi d'autres, nombreux chez Total, de "pantouflage", c'est-à-dire le fait qu'un haut fonctionnaire parte travailler dans une entreprise privée. Patrick Pouyanné fait partie de cercles liant les grands patrons français, il est notamment membre du conseil d'administration de l'**Association Française des Entreprises Privées** depuis 2014, une association de représentation patronale qui réunit uniquement les dirigeants des plus grands groupes considérant que leurs intérêts peuvent diverger des positions du Medef.

Il s'est approché du monde des grandes écoles ces dernières années, en intégrant le conseil d'administration de l'**Ecole Polytechnique** et de l'**Institut Polytechnique** au moment où il souhaitait imposer l'installation d'un site Total en plein centre du campus. Il dispose d'une forte influence dans le monde associatif comme membre du conseil d'administration de la **Fondation La France s'engage, présidée par François Hollande**, une fondation dont Total a activement participé à la création en 2017 pour jouer un rôle de structure chapeau de nombreuses associations. Il soigne également son image en siégeant au conseil d'administration de l'**Institut du Monde Arabe**, une institution culturelle spécialisée sur cette zone géographique riche en hydrocarbures financée par la Fondation Total.

Patrick Pouyanné a été choisi en 2019 comme co-président de la **Partnering Against Corruption Initiative**, alors même que le groupe a été condamné pour de telles pratiques par le passé. Total a par exemple été condamné en 2018 par le Tribunal correctionnel de Paris pour avoir versé 30 millions de pots-de-vin en Iran entre 2000 et 2004.

Il est même président de l'**Association Française des Entreprises pour l'Environnement** depuis 2022. Cette association est l'outil de communication de grandes entreprises françaises sur les sujets environnementaux. Elle a pour l'un de ses trois buts principaux "d'améliorer la crédibilité de ses entreprises en matière d'environnement" et regroupe une soixantaine de grandes entreprises françaises dont la plupart ont été épinglées pour leur inconséquence à l'égard du dérèglement climatique.

Patricia Barbizet

Plus ancienne membre du conseil d'administration de Total, Patricia Barbizet est une femme d'affaires ultra-connectée avec les cercles de socialisation des élites françaises. Celle qui a été bras droit de François Pinault puis directrice générale du **Groupe Pinault** jusqu'en 2018 a occupé la présidence de 2017 à 2020 du club **Le Siècle**, qui rassemble des dirigeants politiques, économiques, culturels et médiatiques français pour des dîners. En 2020, il comptait 766 membres et invités. Une fois par an, Patricia Barbizet organisait également un dîner chez elle, rassemblant personnalités politiques et du monde des affaires.

Patricia Barbizet participe également au **Club Bilderberg**, un événement annuel et informel qui rassemble environ 130 personnes ultra-influentes : chefs d'Etats, personnalités politiques, d'affaires, des médias et diplomates européens et américains. Son manque de transparence, la confidentialité des conférences qui s'y tiennent et l'alimentation de possibles conflits d'intérêts entre figures politiques et dirigeants des multinationales suscitent régulièrement de nombreuses polémiques. Patricia Barbizet y a participé au moins en 2016 et 2019. Elle dispose d'importantes connexions au sein des grands groupes français, notamment en cumulant un nombre impressionnant de postes d'administratrice, comme à **Axa** (qui détient pour 97 millions d'euros d'actions de Total), **Temaris** dont elle est présidente du conseil d'administration, **Pernod Ricard**, ou encore **Colombus Holdings**. Elle a aussi été par le passé administratrice du groupe **Darty**, de **Kering** ou encore d'**Agefi**.

Son rôle de cheffe de proue au sein de l'écosystème des grands groupes se distingue notamment par sa qualité de présidente du **Haut Comité de gouvernance d'entreprise de la place de Paris**, qui s'assure que les entreprises cotées à la bourse de Paris respectent le code de mission fixé par l'Association Française des Entreprises Privées et le Medef.

Elle n'est pas étrangère non plus au secteur public, et compte parmi ses casquettes la **présidence du Comité de surveillance des investissements d'avenir**, une organisation publique rattachée au gouvernement. Ce comité, composé de 18 membres dont la directrice R&D de Total **Marie-Noël Semeria**, a pour mission "d'éclairer et de conseiller le gouvernement dans l'élaboration et la conduite des politiques d'innovation".

Enfin, son influence large s'illustre par son rôle de présidente du conseil d'administration de la **Cité de la Musique – Philharmonie de Paris**, dont elle a été nommée par le Conseil des ministres en 2016. Elle a également été membre du conseil d'administration de l'**Opéra de Paris** plusieurs années.

Jean Lemierre

Jean Lemierre connecte Total au secteur de la finance et aux institutions publiques nationales et internationales. Il est président du conseil d'administration de **BNP Paribas** depuis 2014 (groupe dont il était conseiller du président dès 2008). BNP Paribas détient 1,27 milliards d'euros d'actions chez Total et un autre membre du conseil d'administration de Total, Jacques Aschenbroich, est également membre du conseil d'administration de cette banque. Il dispose de connexions étendues dans le secteur de la finance, notamment comme membre de l'Institute of International Finance. Il participe surtout à la représentation de la bourse de Paris à l'égard des institutions publiques et privées en tant que vice-président de l'Association **Paris Europlace** (la bourse de Paris) aux côtés d'Yves Perrier, le directeur général d'Amundi.

Membre du conseil d'administration de l'**Association Française des Entreprises Privées**, le lobby des plus grands groupes français, et du conseil international d'Orange, Jean Lemierre fait partie de la sphère des grands patrons français. Jean Lemierre a eu une longue carrière dans le public avant de basculer dans le privé, c'est donc un exemple de la pratique au plus haut niveau du "pantouflage".

Dans l'**administration française**, il a été chef du Service de la Législation fiscale, Directeur Général des Impôts, puis Directeur du Trésor en 1995. Il a ensuite intégré le **gouvernement** en tant que directeur de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances. Il a ensuite rejoint des institutions publiques internationales, notamment comme membre du Comité monétaire européen de 1995 à 1998, président du **Comité économique et financier de l'Union européenne** et président du **Club de Paris**, un groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées aux difficultés de paiement des pays endettés, de 1999-2000. De 2000 à 2008, il a été président de la **Banque européenne pour la reconstruction et le développement**, une organisation internationale vouée au développement de l'économie de marché en Europe de l'Est à la suite de la guerre froide.

Les connexions de Jean Lemierre avec le secteur public persistent aujourd'hui, notamment par son rôle de président du **Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)**, un centre d'études français public et rattaché au Premier ministre. Les publications du CEPII visent à orienter la décision publique, notamment dans le secteur de la transition énergétique. Elles persistent aussi à l'international, puisque Jean Lemierre est par exemple encore membre du panel de conseil international de la banque centrale de Singapour

Jacques Aschenbroich

Jacques Aschenbroich connecte Total au secteur de l'industrie dans lequel il est dirigeant, mais aussi au secteur des banques ou encore des grandes écoles. Il est PDG de **Valeo** jusqu'en 2021, équipementier automobile pesant plus de 17 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Issu du corps des Mines, il a mené une carrière dans le public avant d'entrer dans le privé; il a notamment été conseiller technique pour les affaires industrielles au cabinet du Premier ministre Jacques Chirac entre 1987 et 1988.

Jacques Aschenbroich est en effet connecté au monde de l'industrie, notamment en étant aujourd'hui administrateur de **Veolia Environnement**, mais aussi par le fait d'avoir été longtemps **PDG de Saint-Gobain vitrage**. Il est aussi administrateur de **BNP Paribas**, la deuxième banque française finançant le plus le groupe et dont le conseil d'administration est présidé par Jean Lemierre, également au conseil d'administration de Total. Notons ici une double-connexion avec Pierre de Chalendar, président actuel de Saint-Gobain et également au conseil d'administration de BNP Paribas. Jacques Aschenbroich occupe également le poste central de président du conseil d'administration de **l'École des mines de Paris**. Il dispose de connexions dans le secteur public aussi par sa participation au réseau des **Conseillers du commerce extérieur de la France**, qui rassemble des dirigeants français dans l'objectif de conseiller les institutions publiques et favoriser les entreprises françaises à l'international.

Marie-Christine Coisne-Roquette

Issue de la riche famille industrielle du nord Coisne et Lambert (4 milliards d'euros de fortune estimée), la dirigeante Marie-Christine Coisne-Roquette est **l'administratrice référente de Total**, c'est-à-dire qu'elle représente le conseil d'administration et en dirige les travaux. Cette femme d'affaires est très connectée au monde du CAC 40 en tant que **présidente** et ancienne directrice générale de **Sonepar**, deuxième groupé privé français avec plus de 19 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Elle est aussi administratrice du Medef International. Sonepar est spécialisé dans l'électronique, un champ recoupant parfois les activités de Total. Une enquête de l'Autorité de la concurrence est en cours sur ce groupe pour la pratique coordonnée de prix dérogés avec des partenaires, notamment Schneider, fournisseur du projet EACOP de Total.

Marie-Christine Coisne-Roquette est également vice-présidente du conseil d'administration de **l'Association Nationale des Sociétés par Actions**. A l'Assemblée générale de Total du 28 mai 2021, lorsque quelques actionnaires minoritaires s'étaient prononcés pour un engagement plus fort de Total en matière de politique climatique, Marie-Christine Coisne-Roquette s'était appuyée sur la position de l'ANSA pour suggérer que les actionnaires n'étaient pas légalement en mesure de déposer une résolution sur le climat dans le contexte de cette AG. Entre 2010 et 2015, déjà administratrice de Total, Marie-Christine Coisne-Roquette a été représentante des entreprises privées et **membre de la section Environnement au Conseil Économique, Social et Environnemental**, qui est la troisième assemblée constitutionnelle de la République avec l'Assemblée nationale et le Sénat.

Maria van der Hoeven

Ancienne directrice exécutive de l'**Agence internationale de l'énergie**, Maria Van der Hoeven est une personnalité influente clé pour Total : elle lui ouvre les portes de nombreuses institutions multilatérales et illustre par sa dimension internationale et sa participation à des initiatives en faveur de la transition le rôle de vitrine du groupe joué par le conseil d'administration. Maria van der Hoeven est une femme politique néerlandaise, qui a notamment été parlementaire, **ministre** de l'Éducation, de la Culture et de la Science de 2002 à 2007 puis ministre des Affaires Économiques de 2007 à 2010 aux **Pays-Bas**.

En matière de régulation européenne, les Pays-Bas constituent souvent un point de blocage. Maria van der Hoeven a par la suite été directrice exécutive de l'**Agence internationale de l'énergie** de septembre 2011 à août 2015. Cette agence autonome de l'OCDE fournit des rapports et des scénarios sur le secteur de l'énergie qui font autorité : Total retient par exemple, pour le calcul des dépréciations de ses actifs oil & gas Amont, un des scénarios de l'AIE. De 2016 à 2018, elle a été vice-présidente du **Groupe d'experts de haut niveau de l'European Décarbonisation Pathways Initiative au sein de la Commission européenne**, alors qu'elle était déjà administratrice de Total à cette époque. Depuis mai 2021 elle est également **Secrétaire générale du Conseil mondial de l'énergie** et conseillère spéciale sur la maîtrise de l'énergie.

Enfin, elle est membre de l'organisation **Leaders pour la Paix**, une ONG rassemblant des anciens ou actuels chefs d'Etats, ministres et diplomates avec pour but de promouvoir la paix dans la diplomatie internationale et dans l'espace public.

Mark Cutifani

Mark Cutifani connecte Total avec le secteur minier. Il est administrateur et Chief Executive d'**Anglo American Platinum**, l'une des plus grandes entreprises minières au monde qui fournit par exemple 40% de la production mondiale de lithium. Personnage central de cette entreprise britannique après y avoir réalisé l'essentiel de sa carrière, Mark Cutifani exerce également par extension les rôles de Chairman d'Anglo American South Africa et de De Beers. Il est l'ancien directeur des opérations de la société de production de nickel **Vale**. Il a également travaillé dans d'autres entreprises du secteur : Normandy Group, Sons of Gwalia, Western Mining Corporation, Kalgoorlie Consolidated Gold Mines et CRA.

Glenn Hubbard

Glenn Hubbard constitue la carte “crédibilité économique” du conseil d’administration, et connecte par ce biais Total au monde de la recherche en économie, à des organismes de régulation de l’économie et même à certains acteurs financiers dont le géant mondial **BlackRock**, second actionnaire de Total. Économiste et universitaire américain, il est notamment professeur depuis 1988 à Columbia University et **doyen de la Columbia Business School de 2004 à 2019**. Il est également professeur associé pour la Kennedy School of Government, Harvard Business School, Université de Chicago.

Il a occupé de nombreux hauts postes dans les domaines économiques et fiscaux des Etats-Unis : secrétaire adjoint du gouvernement américain pour la politique fiscale en 1991, puis de 1993 à 2001 membre du Panel of Economic Advisors de la Federal Reserve Bank of New York. Membre de 2001 à 2003 du Council of Economic Advisers des États-Unis et Conseil économique national, Conseil de sécurité nationale, **Conseil présidentiel sur la science et la technologie de la Maison Blanche** au début des années 2000, et conseiller de la Federal Reserve Bank of New York de 2007 à 2017. Il a également été président du Comité de politique économique de l’OCDE. Il est aujourd’hui co-président du **Comité américain sur la réglementation des marchés de capitaux**, un organisme de recherche sur la réglementation de la finance.

Par ailleurs, Glenn Hubbard siège au conseil d’administration d’entreprises de marketing (**Dex Media**), de finance (**KKR Financial Corporation**), de services informatiques (**Automatic Data Processing**) et d’assurance (**MetLife**). Il est surtout administrateur de **BlackRock Fixed Income Funds**, BlackRock étant la plus grande société de gestion d’actifs au monde et le second actionnaire de Total, une firme critiquée pour son maintien de plus de 80 milliards de dollars d’actifs dans les énergies fossiles, malgré des déclarations d’engagement renouvelées.

Anne-Marie Idrac

Enarque, **deux fois membre d'un gouvernement** comme secrétaire d'État aux Transports puis comme secrétaire d'État au Commerce Extérieur, Anne-Marie Idrac dispose d'un réseau significatif dans le public et au sein des grands groupes français, notamment dans le secteur des transports.

De fait, elle a été **PDG de la RATP** et de la **SNCF** au courant des années 2000, et est encore aujourd'hui **administratrice d'Air France** et présidente de France Logistique, une organisation regroupant les acteurs du transport des marchandises et de la logistique qui participe aux travaux visant à faire évoluer la réglementation en matière de transition énergétique du transport routier de marchandises. Au sein du conseil d'administration d'Air-France, Anne-Marie Idrac est par ailleurs présidente du Comité développement durable et conformité.

Elle a également été administratrice de **Bouygues** (notamment en tant que présidente du comité RSE), et est aujourd'hui administratrice de **Saint-Gobain et de Sanef**, la filiale française du groupe Abertis qui est numéro un de la gestion d'infrastructures autoroutières.

Jérôme Contamine

Jérôme Contamine connecte Total à la **Société Générale** et à différents grands groupes français. Jérôme Contamine a été embauché par **Elf Aquitaine**, rachetée par la suite par Total et Petrofina, dans les années 1990.

Il sortait alors de l'ENA et de quatre ans à la Cour des comptes. Il a par la suite occupé des postes de direction importants à **Veolia** et à **Sanofi**, qui lui ont ouvert les portes de plusieurs conseils d'administration. Ainsi, si Jérôme Contamine est administrateur de Total, il est aussi administrateur de la Société Générale, sur le podium des banques françaises finançant le plus le groupe pétrolier.

Lise Croteau

Lise Croteau connecte Total au secteur de la communication et surtout de l'énergie au Canada (en renforçant sa vitrine "multi-énergies" dans ce domaine). De fait, Lise Croteau a réalisé la majeure partie de sa carrière en tant que directrice financière et vice-présidente d'**Hydro-Québec**, la société publique en charge de la production, du transport et de la distribution de l'électricité au Québec.

Cela lui a notamment ouvert les portes du conseil d'administration de **Boralex**, une société canadienne numéro un en France sur l'éolien terrestre. En matière de communication, Lise Croteau est membre du conseil d'administration de **Quebecor**, le chef de file canadien des télécommunications, du divertissement et des médias, un groupe concurrent des Desmarais, famille d'affaires canadienne qui fut longtemps représentée au conseil d'administration de Total.

Emma de Jonge

Emma de Jonge siège au conseil d'administration de Total en tant que représentante des salariés actionnaires. Elle a été cadre chez **Elf Aquitaine** dans les années 1990, avant que la firme ne soit rachetée par Total avec Petrofina, compagnie belge, pour créer la major que l'on connaît aujourd'hui. Elf Aquitaine était réputée pour exercer une influence sur des espaces géopolitiques instables et y exploiter les ressources fossiles présentes.

Romain Garcia-Ivaldi (représentant des salariés)

Romain Garcia-Ivaldi siège au conseil d'administration de Total en tant que représentant des salariés. Il est diplômé de l'**ENSTA Paris** et de l'**IFP School**, l'école affiliée à l'Institut Français du Pétrole - Energies Nouvelles, un institut de recherche public, mais qui est pourtant directement liée à Total. Romain Garcia-Ivaldi a fait son alternance, puis toute sa carrière chez Total.

Angel Pobo

Angel Pobo siège au conseil d'administration de Total en tant que représentant des salariés, une obligation introduite par la loi Pacte de 2019. Il a été soutenu au moment de son élection par la **CFDT**, dont il a créé une section en 2006 alors qu'il était directeur d'une station-service.

LA SPHÈRE D'INFLUENCE DE TOTAL

BANQUES

Les banques multiplient les déclarations d'engagement écologique. Pourtant, elles continuent à financer Total qui dépend d'elles pour ses nouveaux projets d'exploitation des énergies fossiles. Les quatre plus grosses banques françaises ont accordé plus de 16 milliards de dollars de financements à Total entre 2016 et 2020. Le Crédit Agricole, également premier actionnaire de Total, est le premier financeur du groupe au monde depuis la signature de l'Accord de Paris.

Crédit Agricole

Le Crédit Agricole est le premier financeur de Total depuis la signature des accords de Paris en 2016 : un financement à hauteur de 7,12 milliards d'euros. En mai 2022 encore, le Crédit Agricole a fait partie de 12 banques qui ont accordé un prêt de 8 milliards de dollars à Total, avec JP Morgan, Barclays, BNP Paribas et la Société Générale. Les connexions entre Total et le Crédit Agricole sont nombreuses. Amundi, la société de gestion d'actifs liée au Crédit Agricole, est le premier actionnaire de Total avec plus de 8 milliards d'euros d'actifs investis. Par ailleurs, Amundi gère le plan Epargne Entreprise du groupe. À l'assemblée générale de Total du 28 mai 2021 où la stratégie climat de Total a été adoptée, l'observatrice extérieure désignée était Caroline Le Meaux, une cadre d'Amundi).

BNP Paribas

BNP Paribas a financé Total à hauteur de 5,86 Mds€ depuis 2016, alors même que la banque détient pour 1,27 milliards d'euros d'actions dans le groupe, le deuxième total pour une banque française. Les connexions entre la banque et le groupe sont également d'ordre personnel. Jean Lemierre est à la fois président du conseil d'administration de BNP Paribas et membre du conseil d'administration de Total, et Jacques Aschenbroich est également présent aux deux conseils d'administration. Par ailleurs, BNP Paribas est attaquée en justice depuis octobre 2022 par OXFAM, Les Amis de la Terre et Notre Affaire à Tous pour non-respect du devoir de vigilance.

Société Générale

La Société Générale a financé Total à hauteur de 2,49 Mds€ depuis 2016. Par ailleurs, Jérôme Contamine est au CA de Total et au CA de la Société Générale.

Citi a financé Total à hauteur de 3,00 Mds€ depuis 2016.

JPMorgan Chase a financé Total à hauteur de 2,80 Mds€ depuis 2016.

Morgan Stanley a financé Total à hauteur de 2,56 Mds€ depuis 2016.

Bank of America a financé Total à hauteur de 2,49 Mds€ depuis 2016.

SMBC Group a financé Total à hauteur de 2,45 Mds€ depuis 2016.

Goldman Sachs a financé Total à hauteur de 2,20 Mds€ depuis 2016.

Mizuho a financé Total à hauteur de 2,20 Mds€ depuis 2016.

BCPE Natixis a financé Total à hauteur de 776 millions d'euros depuis 2016.

ASSURANCES

Des liens forts existent entre le secteur assurantiel et Total. Pour chaque projet, l'entreprise s'appuie sur des assureurs spécifiques. Dans ce secteur opaque, certains assureurs sont même des actionnaires de Total. L'information au sujet des assurances n'est pas publique, mais lorsque ces liens sont mis en lumière et dénoncés par les militants écologistes comme pour le projet EACOP, de nombreux assureurs se retirent et déclarent publiquement ne pas soutenir le projet. On compte parmi ces assureurs les Français Axa et Scor mais aussi Munich Re, Zurich, Allianz, Swiss Re et Hannover Re. Mis en difficulté, le groupe Total a été contraint de se tourner vers un courtier en assurance pour trouver de nouveaux assureurs pour ce projet pétrolier. Par ailleurs, l'entreprise couvre ses plus grands risques industriels par elle-même, via sa propre société de réassurance.

Omnium Reinsurance Company

L'Omnium Reinsurance Company est la compagnie de réassurance interne au groupe Total, par laquelle Total s'assure elle-même contre la plupart des grands risques industriels. Total immatricule cette société en Suisse.

Axa

Le secteur de l'assurance demeure opaque : de nombreux groupes assurantiels nouent des contrats avec Total, projet par projet. Axa peut servir ici d'exemple : appuyées sur des rapports d'agence de conseil, plusieurs associations ont calculé qu'Axa se trouvait malgré son choix de ne pas assurer le projet Eacop parmi les quinze plus gros assureurs de l'industrie pétrolière et gazière. Par ailleurs, Axa détient pour 97 millions d'euros d'actions de Total et Patricia Barbizet, administratrice de Total depuis plus de dix ans, est également administratrice de Axa.

Allianz

Allianz peut être citée en exemple d'assurance ayant couvert un nouveau projet d'exploitation d'hydrocarbures de Total aux côtés de AAI (groupe Suncorp), AIG, XL (désormais groupe AXA), Chubb, HDI Global, Munich Re, SCOR, Sompso, Swiss Re, Tokio Marine, Zurich et cinq syndicats du Lloyd's de Londres. Ces assurances ont toutes participé à la couverture assurantielle du projet Ichthys en Australie, un des plus importants projets gaziers mondiaux entre terre et mer, dont une expansion est en discussion afin de prolonger l'extraction de gaz jusqu'en 2060.

Marsh McLennan

Marsh McLennan est le courtier en assurances chargé par Total de trouver des assureurs au projet Eacop de pipeline chauffée en Ouganda et en Tanzanie. Avec un chiffre d'affaires de plus de vingt milliards d'euros, cette société américaine de gestion de risques opère pour ce projet via sa filiale Guy Carpenter.

UNIVERSITÉS & ÉCOLES

Des membres du Conseil d'administration et cadres de Total siègent dans la majorité des écoles d'ingénieurs françaises, de nombreux salariés du groupe y sont également enseignants et Total finance directement de nombreuses institutions via des partenariats et donations. Les meilleures écoles sont un vivier essentiel de recrutement des futurs salariés de Total, qu'ils chérissent dès leurs stages de fin d'études. Ces liens influencent également les directions d'établissement dans la composition des programmes et contenus de cours, notamment sur les questions climatiques, dans la mesure où ils dépendent financièrement de Total. Via la structure "TotalEnergies professeurs associés", l'entreprise a tissé un réseau de plus de 250 professeurs salariés ou retraités de Total, qui donnent plus de 600 interventions, notamment sur la transition énergétique, dans des universités du monde entier.

Polytechnique

Patrick Pouyanné, PDG de Total, siège au CA de Polytechnique depuis 2018 et TotalEnergies est partenaire de l'école. Le groupe avait pour projet d'installer son centre de recherche et de développement de plus de 10 000 mètres carrés et 400 employés au cœur de l'école. Cette décision a provoqué une mobilisation inédite d'étudiants et professeurs de Polytechnique, qui ont réussi à obtenir le renoncement de Total en 2021, après deux ans de bataille. Une enquête préliminaire du Parquet National Financier a été ouverte en avril 2021 contre Patrick Pouyanné, pour des faits susceptibles de constituer un délit de prise illégale d'intérêts. Par ailleurs, Total finance la chaire « Défis technologiques pour une énergie responsable » de l'école.

Institut Polytechnique de Paris

Total est membre fondateur, mécène et collaborateur de l'Institut Polytechnique de Paris, un institut de sciences et de technologies de rang mondial regroupant cinq prestigieuses écoles d'ingénieurs françaises : l'École polytechnique, l'ENSTA Paris, l'ENSAE Paris, Télécom Paris et Télécom SudParis.

ENSTA

La directrice du projet Total à Saclay, Nathalie Brunelle, siège au CA de l'ENSTA.

Télécom ParisTech

La directrice commerciale chez Total et qui a fait toute sa carrière dans l'entreprise, Sophie Vergne, siège au Conseil d'école de Télécom ParisTech.

École des Mines Paris

Jacques Aschenbroich, siège au CA de Total et est président du CA de l'École des Mines de Paris. Pascal Dauboin, cadre de la recherche et innovation de Total, a été enseignant de 1986 à 2016 à l'École des Mines. Il a notamment été directeur de la R&D de la filiale d'exploration et de production de Total en Russie.

ESTP

Après une longue carrière chez Total, Benoit Luc a été Directeur Europe de la branche Marketing & Services de 2012 à 2020 et est ensuite devenu vice-président de l'association TotalEnergies Professeurs Associés. Il est administrateur de l'ESTP depuis 2014, l'Ecole spéciale des Travaux publics, du Bâtiment et de l'Industrie. Il délivre également un cours "Climate Change and Energy Transition" dans plusieurs grandes universités. Un autre cadre de Total, Christian Basse, ayant travaillé dans les ressources humaines de l'entreprise pendant plus de 25 ans, était professeur de management interculturel à l'ESTP en 2021 et 2022.

Sciences Po

En 2021, Total a financé la Fondation Nationale des Sciences Politiques, qui assure la gestion de l'école, à hauteur de 50 000 €. De nombreux professeurs des masters liés à l'énergie sont des anciens ou actuels employés de Total. Par exemple, Laurent David est responsable de la stratégie chez Total Gas, renewables and power est professeur à Sciences Po depuis 2017 et aux Ponts depuis 2008. En revanche, le partenariat stratégique entre Total et Sciences Po, commencé en 2011, a été mis à son terme en 2022. C'est une victoire pour le Collectif Sciences Po Zéro Fossiles qui milite depuis 2014 pour que Sciences Po mette un terme à ce partenariat.

HEC

Le directeur exécutif de la Chaire Energie et Finance de HEC depuis 13 ans est Jean-Michel Gauthier, également professeur associé à Polytechnique, un ancien cadre de Total. Il y explique la "stratégie énergétique de Total pour préserver le climat" en 2019. En décembre 2022, des étudiants d'HEC ont bloqué le stand de Total lors d'un forum de recrutement organisé par l'école, dénonçant notamment le projet EACOP. C'est une première au cœur de la plus grande école de commerce française.

IFP School

IFP School est le nom de marque de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs. L'IFP School est directement liée à l'IFP Energies nouvelles (successeur de l'Institut français du pétrole), un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Un grand nombre de dirigeants de Total sont des anciens élèves de cette école. Par ailleurs, l'IFP School est lié par des anciens élèves et enseignants au collectif TotalAssociés. C'est par exemple le cas de Gérard Glotin, ingénieur pétrolier, et Bruno Caline, ingénieur géologue chez Total.

Université Toulouse 3 Paul Sabatier

L'Université Toulouse 3 Paul Sabatier ouvre en 2022, en partenariat avec Total, une formation axée sur la transition énergétique.

ENSG

L'ENSG est lié par de nombreux anciens élèves et enseignants au collectif TotalAssociés. Par exemple, Bruno Caline est Ingénieur-géologue chez Total depuis 1988, il donne des cours à l'IFP School, à l'ENSG et à l'UPPA.

Université de Tours

Le délégué Environnement TotalEnergies, Jean-Paul Cazalets, a donné de 2018 à 2020 une série de cours dans le cadre de Masters 2 Urbanisme et Droit de l'Environnement à l'Université de Tours.

TotalEnergies Professeurs Associés

TotalEnergies Professeurs Associés est une association de plus de 250 professeurs adhérents, salariés ou retraités de la Compagnie TotalEnergies, qui vise à promouvoir les relations entre le monde de l'éducation, le monde de l'énergie et le groupe. Les professeurs membres réalisent 610 interventions dans 26 pays selon le site internet de l'association

Université Mohammed VI Polytechnique

L'ancien directeur général de Total Oman, Mohammed Zaki, est aujourd'hui directeur général de l'Université Mohammed VI Polytechnique.

ENTPE, école de l'aménagement durable des territoires

Des cours communs ont été donnés sur "l'environnement" dans le cadre d'une formation conjointe IFP School / ENTPE par Jacques Mine, spécialiste des études d'impact environnemental pour tout type de projet d'exploration pétrolière chez Total.

Columbia University

Glenn Hubbard, membre du Conseil d'Administration de Total, est professeur à Columbia University depuis 1988 et doyen de la Columbia Business School de 2004 à 2019.

Planète Energies

En toute discrétion, Total fournit du matériel pédagogique présentant les questions énergétiques à des milliers d'enseignants de collèges et de lycées français. Planète Energies est le nouveau nom depuis 2021 de Total Solar Expert, la structure montée par Total qui a ainsi touché environ 500 000 élèves sur les dix dernières années. Se targuant de ne pas placer son logo sur le matériel pédagogique, Total cherche plutôt à définir comment doit être abordée la question énergétique pour les plus jeunes sans que cela soit identifié. Cette initiative est par ailleurs partenaire avec l'Institut Français du Pétrole School, l'école directement liée à Total.

RECHERCHE

Total dispose d'une branche de recherche et développement qui a porté de nombreuses innovations en matière d'exploitation des énergies fossiles, notamment en collaboration avec la recherche publique alors que l'État était présent au capital du groupe. Seulement aujourd'hui, Total est une entreprise privée où l'Etat n'a plus aucune participation. Pourtant, les connexions entre Total et le monde de la recherche demeurent abondantes : une enquête menée par Greenpeace a montré que plus de la moitié des 100 plus grandes structures publiques de recherche sont liées à Total. 14 chaires de recherche sont financées par Total, 16 laboratoires ont des programmes de recherche communs avec le groupe, 8 structures publiques de recherche comptent un membre de Total dans leur gouvernance. Une structure comme l'Institut Français du Pétrole, bien qu'il soit devenu l'IFP "Énergies Nouvelles", continue de financer avec de l'argent public une recherche exclusivement monopolisée par la firme. C'est une stratégie d'occupation, alors que le budget R&D de TotalEnergies compte déjà pour 1,1 milliard d'euros soit le triple du budget du CNRS dans le domaine de l'énergie ou presque autant que l'ensemble de la dépense publique de recherche dans ce secteur. Ce phénomène d'occupation se double d'une stratégie plus sournoise, mise en valeur par l'enquête de Greenpeace : Total finance des secteurs précis de la connaissance, comme l'impact carbone du rayonnement solaire, afin de détourner l'attention et la progression de la connaissance de l'impact de la combustion des hydrocarbures. Ce double-jeu de participation vitrinesque et de financement orienté est une stratégie du doute 2.0, la nouvelle étape déployée par le groupe après avoir directement cherché à dissimuler le dérèglement climatique au cours des années 1990, comme l'ont montré plusieurs chercheurs français en 2021

CNRS

Le CNRS fait l'objet à la fois de financements de Total et de connexions personnelles. La Fondation Total a par exemple financé à hauteur de 15 000 € une mission archéologique à Madain Salih en Arabie Saoudite. Par ailleurs, le directeur général délégué à la science au CNRS de 2014 à 2016, **Philippe Baptiste**, a été embauché chez Total à la suite de son passage dans l'institution en tant que directeur scientifique et vice-président du développement scientifique. Il y a travaillé de février 2016 à mai 2017. Il est depuis passé par le cabinet du Premier ministre en tant que chef de pôle éducation. Le cas de Philippe Baptiste n'est pas unique : son prédécesseur **Jean-François Minster** était directeur scientifique général du CNRS avant d'être recruté par Total en 2005. De même, **Catherine Bréchignac**, présidente du CNRS de 2006 à 2010 et membre élue de l'Académie des sciences, siège aujourd'hui au Conseil d'administration de la Fondation Total.

Institut Français du Pétrole - Energies Nouvelles

Total est partenaire de cet institut de recherche public qui est l'ancien Institut Français du Pétrole, seulement renommé depuis IFP Energies Nouvelles. C'est un organisme de recherche particulier, qui est public (le président de son Conseil d'Administration est nommé par le Conseil des Ministres et rédige des rapports en collaboration avec le CNRS et le CEA) mais dont plus de 50% des financements proviennent de partenaires industriels dont Total. L'IFPEN dispose également d'une école, l'IFP School, dont de nombreux professeurs sont des employés de Total et dont de nombreux élèves garnissent les rangs du groupe pétrolier.

Campus Paris-Saclay

Total a directement ciblé dans sa stratégie d'influence le pôle scientifique et technologique de Paris-Saclay qui concentre une grande partie des sites de formation et de recherche des ingénieurs français. Selon une enquête de Greenpeace publiée en janvier 2023, 85 % des structures de recherche de Paris-Saclay spécialisées dans le climat et la transition énergétique sont liées à Total.

Le groupe a directement financé des centres de recherche, notamment l'Energy4Climate de l'Institut Polytechnique, dont il se positionne comme un fondateur direct et dont il participe à la gouvernance

Collège de France

Total finance des chaires de recherche du Collège de France, à la fois pour améliorer son image et pour orienter la recherche, notamment en soutenant Marc Fontenave, auteur du livre "Halte au catastrophisme !" qui dénonce un "catastrophisme écologique". De 2008 à 2016, Total a d'abord été partenaire de la chaire développement durable du Collège de France. En 2019, Total a aussi signé un partenariat avec la chaire de Chimie des processus biologiques du Collège de France, dont est titulaire Marc Fontecave, auteur d'interventions remarquées au sujet du dérèglement climatique ("Si on admet, et je crois qu'il faut le faire, la théorie qu'il y a une relation mathématique – d'ailleurs avec des équations établies par le GIEC qui valent ce qu'elles valent, demain ce sera sûrement une autre équation – eh bien oui, on connaît nos émissions de CO2 donc on peut le traduire en température. C'est une théorie qui est développée par le GIEC qui vaut ce qu'elle vaut, c'est comme dans toute la science, on établit des vérités à un moment donné, certaines deviennent des vérités, comme la Terre est ronde" Source). Enfin, Total est grand mécène de la chaire "Avenir commun durable" du Collège de France, qui s'intéresse précisément aux transitions environnementale et énergétique.)

Philippe Drobinski

Le directeur du laboratoire climat de Polytechnique a monté en partenariat avec Total une chaire "pour une énergie responsable", que le groupe a financé à hauteur de 3,8 millions d'euros. Disposant de fonctions étendues au sein de Polytechnique (chargé de mission auprès de la direction sur les énergies renouvelables, membre du conseil d'administration de l'association des anciens élèves), Philippe Drobinski a ouvertement défendu l'implantation de Total sur le campus, arguant de la nécessité de collaborer avec le groupe alors même que certaines de ses positions dépendent des financements de ce dernier.

Université de Pau et des Pays d'Adour

L'université à proximité du centre des installations de R&D de Total a fait l'objet de financements et de tissages de partenariats nourris du groupe, si bien qu'elle en est aujourd'hui directement dépendante, comme l'a montré une enquête récente de Greenpeace.

Les dons de Total atteignent 20 à 30 % des ressources propres de l'université, et les trois laboratoires clés de l'université travaillent en partenariat avec Total.

Université de Reims

Total finance à l'Université de Reims un projet de mesure des émissions de gaz à effet de serre - notamment de méthane. L'entreprise, accusée d'être dans les plus grandes émettrices de gaz à effet de serre du monde, finance la recherche qui chiffrera ces émissions.

Global Biodiversity Information Facility

Total produit des données utilisées directement par la communauté scientifique depuis qu'elle a rejoint la plateforme de données Global Biodiversity Information Facility (GBIF). En 2021, les données chargées concernent les projets de la Compagnie en Afrique du Sud, Oman, Ouganda, Danemark et Argentine et ont fait l'objet de plus de 4 700 téléchargements et d'une quinzaine de citations dans des publications scientifiques.

Association des Instituts Carnots

Marie-Noëlle SEMERIA, directrice R&D de Total, a été présidente de l'association des Instituts Carnots qui compte 30 laboratoires et centres de recherche français. Elle a également été membre du Centre de recherche Mines ParisTech, notamment après avoir rejoint Total en 2017

Muséum National d'Histoire naturelle

Le MNHN est un établissement public de recherche, d'enseignement et de diffusion de la science dans le domaine des sciences naturelles. Dans sa mission de recherche, le MNHN s'intéresse directement au recul massif du vivant. Dans sa mission de diffusion de la science, notamment par le biais d'expositions et de formations, le MNHN est amené à exposer les enjeux de la transition écologique. En 2021, la Fondation Total a financé directement le MNHN à hauteur de 75 000€, ainsi que son laboratoire de biologie des organismes et des écosystèmes aquatiques à hauteur de plus de 200 000€.

Michel Aubier

Michel Aubier est un pneumologue employé par Total qui a minimisé pendant plusieurs décennies les effets de la pollution de l'air sur la santé. La justice, qui l'a condamné pour omission de déclaration d'activité complémentaire, a reconnu en 2017 un conflit d'intérêts qui durait depuis 1997. Ce pneumologue, ancien chef de service à l'hôpital Bichat et professeur à l'université, a réalisé de nombreuses études scientifiques et interventions dans les médias minimisant les conséquences de la pollution de l'air.

THINK TANKS

Total a récemment ciblé les think tanks dans sa stratégie d'influence, car ces derniers jouent un rôle important dans le façonnement de l'opinion publique. De fait, les membres des think tanks jouent un rôle d'expert dans les médias et dans le débat public, que le groupe exploite pour faire passer les messages nécessaires à la poursuite de son activité.

Institut français des relations internationales

Total finance l'Ifri, premier centre de recherche et de débat sur les relations internationales français, classé ces trois dernières années dans le trio de tête des think tanks les plus influents au monde par le Global Go To Think Tank Index Report de l'Université de Pennsylvanie. Par ailleurs, Jean-Claude Mallet, directeur des affaires publiques de Total et ancien conseiller spécial du ministre des Affaires étrangères, siège au Conseil Stratégique de ce think tank.

IDées

Total finance IDées, un think thank qui réfléchit sur les thématiques énergétiques et fournit aux décideurs et pouvoirs publics leurs travaux pour les orienter dans la prise de décision. Ce think thank revendique un esprit de stricte neutralité mais travaille avec Total.

Le Rameau

En 2021 Le Rameau reçoit 530 000 € de Total. Le Rameau est un laboratoire d'innovations partenariales, c'est-à-dire un observatoire national et un centre d'expérimentations sur les modèles de partenariats, pouvant proposer ses méthodes comme rétribution. **Laboratoire de la mobilité inclusive**

Total a créé en 2012 ce laboratoire pour rassembler les acteurs de l'inclusion et de la mobilité - des acteurs publics participent aujourd'hui à l'initiative.

Institut Montaigne

Total est adhérent à cet institut disposant d'une forte réputation auprès des décideurs.

MÉDIAS

Total ne participe pas directement à la concentration des médias qui a fait l'objet d'une enquête parlementaire fin 2021. Cependant, Total emploie des experts se présentant comme indépendants dans les médias, et dispose de relations appuyées avec les plus grands cabinets de communication qui influencent l'opinion publique.

France 5

En 2016, Mediapart avait révélé que le remplaçant occasionnel de Yves Calvi dans l'émission publique C dans l'air, Thierry Guerrier, était employé par Total : c'est un exemple de la pratique courante des « ménages ». Des journalistes reconnus mettent leur notoriété au service d'une entreprise. Ainsi, Thierry Guerrier, journaliste depuis les années 1980 et ancien directeur en chef d'Europe 1, est embauché par Total à partir de 2013, pour produire un audit de sa stratégie de communication puis pour différentes interventions. Sur C dans l'air, il a été conduit à animer des débats parfois relatifs aux politiques énergétiques.

Vae Solis Communication

Le président de ce cabinet de relations publiques Philippe Manière, qui compte Total parmi ses clients, a été très actif pour décrédibiliser la Convention citoyenne pour le climat. C'est un exemple parmi d'autres d'experts ou de chroniqueurs disposant à la fois d'une audience dans l'espace public et de connexions avec Total sans que ces deux éléments soient reliés pour les auditeurs.

Publicis

Publicis a accompagné Total dans sa première vaste campagne destinée à marteler son ambition multi-énergies, juste avant la COP 21 de 2015 à Paris. Un clip et de nombreux contenus visaient à changer l'image purement « pétrolière » de la marque dans 21 pays, sur 80 chaînes de télévision, et à travers un milliard d'impressions. Le briefing de l'agence de communication révèle un ciblage spécifique des décideurs.

Very Press Trip

En 2013, les relations publiques de Total publient un mini-film de fin d'année qui se veut humoristique dans lequel ils assument pleinement de fournir directement des éléments de communication aux journalistes. Souhaitant montrer l'enjeu de leur adaptation aux réseaux sociaux, les relations publiques de Total écrivent par exemple :

“les relations avec les journalistes étaient au beau fixe... Ils ne refusent jamais un bon pique-nique !”.

On voit aussi les équipes de Total fournir aux journalistes une “machine à enfumer”, un “sac à blabla”.

SPORT

Les grands évènements sportifs représentent des enjeux diplomatiques et d'image importants pour Total, notamment dans les pays et continents où l'entreprise a de nombreuses activités. L'exemple le plus marquant est la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies, l'événement sportif le plus populaire du continent qui est tout simplement nommé "TotalEnergies". Cette stratégie de soft power a pour objectif, entre autres, de faire accepter des projets controversés par les populations des pays concernés. JO : 120 Millions (sur (3,8 milliards > 4,4 milliards)

Coupe d'Afrique des Nations TotalÉnergies

En Afrique où le football est de loin le sport le plus populaire, Total a acheté le sponsoring de la CAN pour la période 2016-2024. Par le sponsoring-titre de 1500 matchs en l'espace de 8 ans, comprenant la CAN mais aussi plusieurs autres compétitions dont la CAN féminine et la Ligue des Champions d'Afrique, ce partenariat offre un affichage visuel massif à Total dans les stades et dans les médias. En 2021, la dernière CAN au Cameroun a enregistré plus d'un milliard de vues sur TikTok et a atteint 50 millions de fans sur Facebook, dans un espace géographique qui concentre les projets controversés de Total, comme en Ouganda et Tanzanie, en Algérie, au Mozambique, en Afrique du Sud...

Coupe du monde de rugby 2023

Total est le sponsor officiel de l'événement et bénéficiera d'une primauté sur l'exposition médias et stades. Sur le terrain, Total va participer au train spécial France 2023 et aux Villages Rugby installés sur les places principales des neuf villes hôtes. Les organisateurs de la Coupe du Monde 2023 reprennent les éléments de langage de l'entreprise et précisent que cet événement sera l'occasion pour TotalEnergies de mieux faire connaître sa stratégie multi-énergies.

Section Paloise

Total est partenaire de cette équipe de rugby membre du Top 14, dont elle parraine notamment le centre de formation. Ce partenariat dure depuis 30 ans et s'explique en partie par l'exploitation historique du gisement de gaz de Lacq, aujourd'hui close.

Fédération Internationale de badminton

Total est sponsor-titre de la Fédération Internationale de Badminton, un statut acquis en 2015 contre plusieurs millions d'euros. Cela lui confère une exposition sur les grands événements de la Fédération internationale de badminton, notamment les championnats du monde. Le vice-président marketing et services Asie-Pacifique de Total a justifié ce partenariat par l'objectif d'accroissement de la présence du groupe dans la zone Asie-Pacifique, d'où sont originaires 80 % des médaillé.e.s olympiques de badminton.

DS-Techeetah

Total est partenaire depuis 2018 en Formule-E avec l'écurie DS-Techeetah - la formule E est une compétition de voitures à moteur électrique. Ce partenariat s'inscrit dans une stratégie d'image). Il s'agit de prouver, en finançant 13 équipes de sport automobile, que le groupe Total diversifie les types d'énergies dans lesquelles il investit (en l'occurrence l'électrique).

24 heures du Mans

Total est le fournisseur officiel de carburant jusqu'en 2022 des 24 heures du Mans - et par ailleurs du Championnat du monde d'Endurance dans son ensemble.

Opel e-Rally cup

Total est partenaire depuis le lancement en 2021 de cette nouvelle épreuve de rally. Il s'agit de prouver, en finançant 13 équipes de sport automobile, que le groupe Total diversifie les types d'énergies dans lesquelles il investit (en l'occurrence l'électrique).

Team TotalEnergies cyclisme

Total est sponsor-titre et financeur principal depuis 2016 de cette équipe cycliste française, qui participe au Tour de France. Le groupe associe ainsi son image au vélo, une pratique qui à l'usage n'émet pas d'émissions carbone.

GREENWASHING

En 2021, Total devient TotalEnergies, fait peau-neuve, change de logo. Le groupe modifie la courte description de ses activités, dans un condensé de greenwashing : “TotalEnergies est une compagnie multi-énergies mondiale de production et de fourniture d’énergies : pétrole et biocarburants, gaz naturel et gaz verts, renouvelables et électricité.” Sur six éléments mentionnés, cinq paraissent “verts”. Pourtant, TotalEnergies, à date de 2021, c’est une production de 257 unités d’hydrocarbures pour 1 unité d’énergies renouvelables.



Sachant cela, le ton paraît terriblement cynique. Et Total insiste : “Présente dans plus de 130 pays, TotalEnergies inscrit le développement durable dans toutes ses dimensions au cœur de ses projets et opérations pour contribuer au bien-être des populations”. Ce greenwashing est dangereux : les dirigeants de Total se posent comme partie de la solution, pour que l’on oublie qu’ils sont avant tout la source du problème.

Pacte Mondial des Nations Unies

En 2002, Total a rejoint le Pacte mondial des Nations unies, une initiative des Nations Unies pour inciter les entreprises à être plus durables : cela permet à Total de bénéficier du label des Nations Unies, organisation pourtant susceptible de remettre en question son activité. En 2020 par exemple, quatre rapporteurs spéciaux de l'ONU avaient interpellé Total sur le projet EACOP de pipeline chauffé en Ouganda et en Tanzanie. La représentation de l'industrie pétrolière aux Nations Unies s'est donné le nom d'International Petroleum Industry Environmental Conservation Association.

Breakthrough Energy Coalition

Total est "partenaire stratégique" de la Breakthrough Energy Coalition, un fonds créé par Bill Gates en 2016 pour investir dans la transition énergétique. Le contenu concret de ce partenariat n'apparaît pas dans les communications de Total, alors que ce fonds est composé uniquement d'investisseurs individuels comme Jeff Bezos, fondateur d'Amazon, ou Jack Ma, fondateur d'Alibaba.

Association Française des Entreprises pour l'Environnement

L'association française des Entreprises pour l'Environnement est l'outil de communication de grandes entreprises françaises sur les sujets environnementaux dont Patrick Pouyanné est devenu président en 2022. Elle a parmi ses trois buts principaux "d'améliorer la crédibilité de ses entreprises en matière d'environnement" et regroupe une soixantaine de grandes entreprises françaises, dont la plupart ont été épinglées pour leur inconséquence à l'égard du dérèglement climatique. L'association est un outil de communication mais aussi d'influence pour ces entreprises : elle a par exemple co-organisé en 2021 le "European Business and Nature Summit" avec la DG Environnement de la Commission européenne. Surtout, en mai 2022, Patrick Pouyanné a été élu président de l'association, un choix qui a suscité de vives réactions alors qu'il succédait déjà à Jean-Laurent Bonnafé, alors DG de BNP Paribas, premier soutien européen aux 100 entreprises développant le plus d'énergies fossile avec 55.6 milliards de dollars accordés entre 2016 et 2021.

Roundtable on Sustainable Palm Oil

Total exige officiellement de ses fournisseurs qu'ils soient adhérents de la Roundtable on Sustainable Palm Oil : la RSPO est épinglée par cent ONG pour, sous couvert de volonté de protection de l'environnement, freiner l'adaptation du secteur de l'huile de palme et favoriser des pratiques de greenwashing.

Alliance to End Plastic Waste

TotalEnergies est membre fondateur de l'Alliance to End Plastic Waste, qui réunit une quarantaine d'entreprises de la chaîne de valeur des plastiques dont Exxon, Shell ou encore PepsiCo. Un rapport du think tank Planet Tracker "AEPW - Barely credible" a montré non seulement que les objectifs fixés par l'Alliance étaient négligeables et non atteints, mais aussi que ses membres participaient en majorité à d'autres organisations exerçant des activités de lobby contre la régulation dans ce secteur.

Partnering Against Corruption Initiative

TotalEnergies a rejoint en 2016 la Partnering Against Corruption Initiative et ainsi adhéré aux Principes de lutte contre la corruption de cette initiative, alors même que le groupe a été condamné pour de telles pratiques par le passé. Plus encore, le Président-directeur général de TotalEnergies SE est devenu membre du Conseil du PACI en 2018 puis co-président de l'initiative fin 2019. Total a par exemple été condamnée en 2018 par le Tribunal correctionnel de Paris pour avoir versé 30 millions de pots-de-vin en Iran entre 2000 et 2004).

La Fondation Total, outil d'influence

La Fondation Total est devenue un outil majeur de soft power, d'influence culturelle et de diplomatie pour le groupe Total. Tous les financements accordés par la Fondation Total constituent de la publicité à moindre coût, puisque l'Etat français permet une déduction fiscale à hauteur de 60% des donations, et que Total peut avoir jusqu'à 25% de rétributions de la part de l'organisme bénéficiaire, par échange de services (ie. entrées gratuites aux expositions, mise à dispositions d'espaces, etc.). La Fondation Total finance de nombreux projets dont une partie est présentée ici et permet au groupe une présence diffuse par des dons dans des secteurs très variés et les plus consensuels possibles : 19,8 millions d'euros dans l'éducation et l'insertion des jeunes (44%), 16,65 millions d'euros dans la culture et le patrimoine (37%), 5,4 millions d'euros pour des initiatives liées au climat, aux littoraux ou aux océans en 2020 (12%), 3,15 millions d'euros pour la sécurité routière (7%).

ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le financement des associations dans le domaine du climat et de l'environnement permet de canaliser de potentielles oppositions publiques aux actions menées par Total. En France, Total finance par exemple la réserve naturelle à proximité de sa principale raffinerie. Dans le monde, Total déploie des contributions pour lutter contre l'extrême-pauvreté, qui touche de nombreux territoires où le groupe exploite des ressources pour son propre profit, et pour favoriser le reboisement, identifié comme une solution au réchauffement climatique dont les émissions des énergies fossiles sont la cause.

World Food Programme

La Fondation Total consacre son don le plus important au Programme Alimentaire des Nations Unies : près de 17,5 millions d'euros en 2021.

Office National des Forêts

La Fondation Total est un donateur historique de l'ONF, l'établissement public chargé de la gestion des forêts. Depuis 2020, la Fondation Total fait partie des contributeurs au Fond Agir pour la forêt, créé par l'ONF pour renforcer ses financements. Ainsi, en 2021, Total a contribué à hauteur de 240 000€ à ce fonds, ainsi qu'à hauteur de 1 250 000€ pour l'un de ses projets partenaires "A Tree for you" visant à planter des arbres.

Muséum National d'Histoire Naturelle

Total finance le travail de recherche du Muséum national d'histoire naturelle, mais finance aussi certaines de ses expositions, associant ainsi son image à la mise en avant de la nature qui y est faite. Le groupe est mécène depuis 1983 de la galerie de minéralogie et de géologie, et a par exemple financé en 2014 la rénovation de cette dernière pour qu'elle puisse accueillir l'exposition "Trésors de la Terre".

L'association François-Xavier Bagnoud

La Fondation Total a financé en 2021 cette ONG de lutte contre l'extrême-pauvreté dans le monde à hauteur de 460 000 €, soit plus de 5% de son budget. Cette association dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations unies.

Agence Nationale de la Grande Muraille Verte

La Fondation Total finance depuis 2018 un observatoire du projet de Grande Muraille Verte, un projet de reforestation pour lutter contre la désertification porté par l'Union Africaine, l'organisation intergouvernementale des Etats africains.

Juste 2.0°C

En 2021, la Fondation Total a financé une étude interdisciplinaire portant sur l'empreinte humaine sur l'environnement à hauteur de 50 000€, avec pour nom de projet "Juste 2.0 °C". En 2015, Patrick Pouyanné avait révélé dans une conférence à Sciences Po tabler sur un scénario à 3 ou 3.5 degrés pour 2100, au moment même des discussions autour de l'Accord de Paris, ce qui avait soulevé de vives critiques.

Réserve Naturelle de l'Estuaire de la Seine

La Fondation Total finance la réserve naturelle créée sur l'estuaire où se trouve leur plus importante raffinerie de France. Ce financement était de seulement 27 500 € en 2021, un montant qui semble faible face à l'ampleur de l'activité de la zone industrielle de Gonfreville-l'Orcher. En 2022, une enquête a montré des niveaux importants de pollution de benzène et d'hydrocarbures aromatiques.

Fond Nature 2050

200 000 € en 2021.

Parc national de Port-Cros

128 380 € en 2021.

La Tour du Valat

La Fondation Total finance depuis plus de dix ans ce programme de recherche sur les zones humides de Camargue.

Planète Mer

La Fondation Total a financé à hauteur de 60 000€ en 2021 le projet Biolit de Planète Mer qui visait à améliorer les connaissances scientifiques sur la biodiversité littorale.

Conservatoire du littoral pour le Domaine du Rayol

Cette institution en charge de la protection du littoral du domaine du Rayol depuis 1989 a reçu 30 000€ de Total en 2021.

Institut océanographique

Financement du concours “Oceano pour Tous”, en collaboration avec l’Éducation nationale

Naturenautes

La Fondation Total finance à hauteur de 600 000€ cette association qui permet aux élèves de partir en vacances dans les centres de vacances du groupe).

Polar Pod

La Fondation Total a soutenu en 2021 le projet de plateforme océanographique habitée de l’explorateur Jean-Louis Etienne, pour un montant de 70 000 €.

APAF, association pour la promotion des arbres fertilitaires, de l’agroforesterie et la foresterie

56 250 € en 2021.

Agropolis Fondation

La Fondation Total a soutenu cette fondation pour la recherche Agronomique et le Développement Durable à hauteur de 50 000€ en 2021.

Graine de vie

Soutien financier à hauteur de 56 250 € en 2021 pour cette association de reboisement, en faveur d'un projet précis de création de pépinières à Madagascar.

FENE, réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement

Financé par la Fondation Total à hauteur de 130 000 € en 2021.

CULTURE ET PATRIMOINE

Le mécénat de Total dans le domaine culturel est ciblé et stratégique : le groupe finance de manière régulière les expositions des grands musées nationaux comme le Louvre, le musée du Quai Branly ou l'Institut du monde arabe qui sont liées à des enjeux diplomatiques stratégiques pour la compagnie. Ainsi, Total finançait en 2018 l'exposition "Le Louvre à Téhéran" au moment même où le groupe négociait avec l'Iran pour l'exploitation d'immenses ressources gazières. La Fondation Total est par ailleurs connue pour être omniprésente dans cette institution culturelle, dont l'ancien PDG de Total Thierry Desmarest a longtemps été administrateur sur nomination du ministère de la Culture. Des militants, au Royaume-Uni et en France notamment, ont commencé à mettre en lumière ces liens avec succès : des institutions renoncent aux financements fossiles, et d'autres pourraient suivre.

Fondation du Patrimoine Notre Dame

20 000 000 € en 2021.

Fondation Du Patrimoine

Total finance La Fondation du Patrimoine depuis 2006. Pour la période 2021-2023, la donation du groupe s'élève à près de 1,6 million d'euros.

Fondation Mémoire De L'esclavage

380 000 € en 2021.

La Cité de la Musique, Philharmonie de Paris

Patricia Barbizet est présidente du Conseil d'Administration de la Philharmonie de Paris et est membre du CA de Total. La Fondation Total a financé la Cité de la Musique à hauteur de 200 000 € en 2021.

Association pour le Rayonnement de l'Opéra de Paris

200 000 € en 2021.

Opéra Garnier

En 2019, Total est le mécène phare du projet "Battle Opera" pour les 350 ans du lieu.

L'institut Du Monde Arabe

Patrick Pouyanné, PDG de Total, siège au Conseil d'Administration de l'Institut du Monde Arabe depuis 2017. La Fondation Total a financé l'Institut du Monde Arabe à hauteur de 150 000€ en 2021.

Le Musée Du Louvre-Lens

Financement par la Fondation Total à hauteur de 150 000 €. La Fondation Total a financé de nombreuses expositions au Louvre dans le passé : par exemple, elle a financé l'exposition "Le Louvre à Téhéran" au moment où le groupe négociait avec l'Iran pour un projet géant d'exploitation gazière. Les contreparties des dons de Total lui permettent de pratiquer une diplomatie économique avec les pays dans lesquels le groupe cherche à développer de nouveaux projets (par exemple en les accueillant dans une salle pour une réception prestigieuse au Louvre). Ce lien a été dénoncé par des actions du collectif Libérons le Louvre et de Greenpeace.

L'institut Français

Outil de la diplomatie culturelle française à l'étranger, l'Institut Français a reçu 200 000 € de la FondationTotal en 2021.

Musée Du Quai Branly

Depuis 2009, la fondation Total est un grand mécène du musée du Quai Branly. Elle a soutenu plus de dix expositions pour la plupart centrées sur les « arts africains » (Côte d'Ivoire, Nigeria, Congo), ainsi que sur « Les Arctiques » en 2010 et sur la Papouasie Nouvelle-Guinée en 2016. Total a évidemment des activités stratégiques dans toutes ces zones géographiques.

Atelier des artistes

430 000€ en 2021.

Château de Versailles

280 000€ en 2021.

Bibliothèque Nationale de France

De 2016 à 2021, Total a soutenu le projet “Bibliothèque d’Orient” de la BnF. Il s’agit d’une bibliothèque numérique collaborative trilingue (français-arabe-anglais) qui rassemble des documents issus des collections de la BnF et de huit bibliothèques au Proche-Orient.

Agence Universitaire Francophonie

Total est partenaire de cette association mondiale d’établissements d’enseignement supérieur et de recherche francophones, qui regroupe plus de 1000 établissements universitaires dans 119 pays.

Association Les Concerts de poche

75 000€ en 2021.

Association Paris Mozart Orchestra

50 000 € en 2021.

Festival Jazz in Marciac

50 000 € en 2021.

Théâtre National De La Colline

40 000 € en 2021.

Rivages Russie, Festival Du Film Russe 2022

10 000 € en 2021.

Film WOMAN

Total est partenaire du film WOMAN, co-réalisé par Anastasia Mikova et Yann Arthus-Bertrand, sorti en 2020.

ASSOCIATIONS ET SOCIAL

Perpétuant une pratique courante au sein du CAC 40, Total associe son image à un certain nombre d'associations appréciées du grand public, sur des thématiques les plus consensuelles possibles. Pour cela, elle finance directement des associations comme la Croix rouge ou le Secours Populaire. Les donations sont pourtant de montants minimales comparativement au chiffre d'affaires de deux cents milliards d'euros du groupe, d'autant qu'elles font l'objet d'une déduction fiscale de plus de soixante pourcents.

La Fondation La France S'engage

La Fondation La France S'engage a été fondée par François Hollande en 2017. La Fondation Total en est le premier mécène (1 500 000 € en 2021), puis vient la BNP. Patrick Pouyanné, PDG de Total, est également membre du Conseil d'Administration de La France S'engage depuis sa création. Cette fondation représente un intérêt pour Total car elle regroupe plusieurs associations et joue ainsi un rôle de parapluie. C'est à la fois une instance de réseau car fondée par un ancien président de la République, mais également un élargissement des bénéficiaires de l'argent de Total qui peuvent donc plus difficilement s'opposer ouvertement aux actions de l'entreprise.

Coexister

80 000 € en 2021.

La Croix Rouge Française

80 000 € en 2021.

Eloquentia

410 000 € en 2021.

SNSM – Les sauveteurs en mer

De 2021 à 2025, le SNSM reçoit 1 800 000€ de Total.

Fond Apprentis D'Auteuil

100 000 € en 2021.

Le Choix De L'école

50 000 € en 2021.

Le Secours populaire français

La Fondation Total finance le Secours populaire français depuis 2009.

Marins-Pompiers de Marseille.

Ifri - Observatoire De L'immigration 2022

15 000 € en 2021.

Sport Dans La Ville

300 000 € en 2021.

Bibliothèques Sans Frontières.

Becomtech

200 000 € en 2021.

Break Poverty Foundation

100 000 € en 2021.

LE SECTEUR PARTICULIER DE L'ETAT

PORTES TOURNANTES

Les connexions entre Total et l'Etat sont d'ordre personnel : de nombreux haut-fonctionnaires rejoignent Total en y apportant leur réseau et leurs connaissances, et à l'inverse de nombreux cadres du groupe rejoignent l'Etat à des postes de décision pouvant recouper les activités du groupe. Cette pratique, appelée "portes tournantes", permet à Total d'acquérir un poids insidieux dans l'administration. C'est une pratique commune, mais pour laquelle Total est passée maître en la matière. C'est aussi pour Total un outil diplomatique lui permettant encore davantage de se substituer à l'Etat. En 2014, lors de sa première rencontre avec Patrick Pouyanné, Vladimir Poutine déclarait : " Total représente d'une certaine manière le pays lui-même".

Jean-Claude Mallet

Jean-Claude Mallet est un haut-fonctionnaire issu de l'ENA qui a réalisé une carrière importante au sein de l'Etat, dans le domaine de la défense. De 2012 à 2019, il a été le conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian au ministère des Affaires étrangères, un poste clé lui donnant accès à un nombre significatif d'informations confidentielles sur les implications de la France à l'étranger ainsi qu'à l'ensemble du réseau diplomatique. En mai 2019, il est pourtant recruté par Total dès sa fin de poste pour en devenir le directeur des affaires publiques. Selon le Courrier des Stratèges, "le transfert étonne certains observateurs" et "l'homme a des connexions avec le monde du renseignement et de la dissuasion nucléaire".

Hélène Dantoine

La Directrice de la diplomatie économique au ministère des Affaires Etrangères a travaillé de 2011 à 2019 chez Total. Après six ans comme diplomate et une formation à l'ENA conclue à l'Inspection Générale des Finances, grand corps d'Etat, Hélène Dantoine a été de mai 2009 à novembre 2010 conseillère politique au cabinet du ministre des Affaires Étrangères. C'est seulement un an après cette expérience qui lui a ouvert l'ensemble du réseau et des informations propres à la diplomatie française qu'elle a rejoint Total, où elle a acquis des responsabilités stratégiques aux relations publiques internationales. Un an et demi seulement après avoir quitté Total, Hélène Dantoine effectue un nouvel aller-retour public/privé en devenant Directrice de la diplomatie économique au MEAE, un poste auquel elle favorise l'activité des groupes français à l'international.

Ahlem Gharbi

Après avoir travaillé six ans au Ministère des Affaires Étrangères en tant que spécialiste sur la zone Afrique de Nord - Moyen-Orient, puis deuxième secrétaire à l'ambassade de France en Egypte et enfin conseillère à la représentation permanente de la France aux Nations unies, elle est directement recrutée par Total comme directrice adjointe des affaires internationales, en charge spécialement des zones Afrique et Moyen-Orient où son réseau et sa connaissance des informations internes à l'Etat est le plus développé.

Elle passe deux ans chez Total, puis devient conseillère Afrique du Nord et Moyen-Orient du Président Emmanuel Macron entre 2017 et 2019, un poste extrêmement influent. Elle est aujourd'hui directrice de l'Institut français en Algérie, où Total porte des projets controversés.

Madji Abed

Le directeur délégué pour les relations institutionnelles internationales de Total depuis 2019 a été recruté directement après vingt ans au sein du ministère des Affaires étrangères. Il a notamment été consul général à Dubaï, organisateur d'un sommet entre les pays du pourtour méditerranéen, ou encore chef adjoint de mission au Qatar.

Romarc Roignan

Le directeur de la Stratégie climat de Total a réalisé deux aller-retours entre Total et la haute-administration française. Entre 2009 et 2015, il a été conseiller à l'ambassade des Etats-Unis, conseiller affaires étrangères du Premier ministre, puis directeur du cabinet de la secrétaire d'État au développement et à la francophonie, avant d'entrer un mois plus tard chez Total comme "négociateur affaires nouvelles", puis comme directeur de projet dans le secteur de l'exploration et de la production en Birmanie. Il est ensuite devenu en 2022 directeur de la stratégie climat du groupe. Déjà, en 2006, après huit ans au ministère des Affaires étrangères, Romarc Roignan avait rejoint Total pour trois ans comme adjoint au directeur des relations internationales.

Jean-Marie Chouzenoux

Jean-Marie Chouzenoux a été collaborateur parlementaire avant de travailler à la DGSE de 1994 à 2004, puis de devenir chef de cabinet de Renaud Muselier aux Affaires Etrangères, et de François Baroin à l'Outre-Mer. Il est embauché par Total en 2008, au moment où son réseau au sein de l'Etat est le plus développé, et opère encore aujourd'hui comme directeur délégué des relations publiques.

Gabrielle Gauthey

La représentante du PDG de Total auprès des institutions européennes est une ancienne de la Caisse des Dépôts et Consignations, institution financière publique au vaste champ d'action, dont elle était encore directrice de l'investissement et du développement local au sein du comité exécutif entre 2015 et 2021, en parallèle de ses fonctions dans le privé notamment chez Total à partir de 2019.

Philippe Baptiste

Après avoir pantouflé chez Total en 2016, Philippe Baptiste est revenu dans le public en 2017 et a compté à partir de là onze nominations au Journal officiel, à des postes hautement influents. En effet, après une carrière académique comme chercheur, Philippe Baptiste a été de 2014 à 2016 directeur général délégué à la science au CNRS, puis en 2016 il est embauché directement par Total en tant que directeur scientifique et vice-président du développement scientifique. Après y avoir travaillé de février 2016 à mai 2017, il retourne dans le public pour occuper le poste de directeur de cabinet de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. En 2019, il devient même chef de pôle éducation au sein du cabinet du Premier ministre Édouard Philippe. Il est aujourd'hui à la tête du Centre National d'études Spatiales.

Marie-Noëlle Semeria

La directrice R&D de Total est une ancienne cadre du Conseil National de la Recherche Scientifique, qui dispose de connexions dans le secteur public et participe encore à la gouvernance de l'Agence Nationale de Recherche, une structure publique dont elle est membre du conseil d'administration. Entrée en 2014 au conseil d'administration du CNRS, Marie-Noëlle Semeria a célébré à l'occasion de l'ouverture d'un centre de recherches mis en avant par le CNRS en novembre 2021 à Lille la force du lien entre le CNRS et Total : « Nous avons une relation de confiance de longue date avec le CNRS qui est un partenaire stratégique de notre croissance dans les énergies nouvelles et sur les thématiques du développement durable ». Elle a par ailleurs été membre durant 4 ans du Comité national de la recherche scientifique et du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie,

présidé par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation), et chef scientist du Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives de 2012 à 2014.

Cathie Vix-Guterl

Cathie Vix Guterl a été embauchée par Total en 2018 comme directrice de l'anticipation stratégique de la branche R&D du groupe après une carrière entière au CNRS. Malgré ce pantouflage, elle est nommée en 2020 au conseil scientifique du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, non pas en tant que personnalité extérieure mais en tant que "représentante de l'Etat".

Denis Favier

Denis Favier est souvent pris en exemple par les médias s'intéressant aux pratiques de lobbying pour illustrer la capacité de Total à recruter des "gros poissons", des haut-fonctionnaires reconnus pour avoir occupé des postes centraux dans l'administration. En effet, lorsque Total le recrute en 2016, Denis Favier arrive comme ancien Directeur Général de la Gendarmerie Nationale. Dans son nouveau rôle de Directeur de la Sécurité chez Total, l'ancien haut-fonctionnaire, également ancien patron du GIGN, bénéficie de son réseau et des informations auxquelles il avait pu avoir accès.

Cécile Georges

Après avoir passé dix ans à la Commission de Régulation de l'Energie de 2004 à 2014, puis six ans à la Commission européenne tout en siégeant au collège de l'Autorité de Régulation des Transports, Cécile Georges a rejoint en tant que Déléguée Générale en 2022 l'Union française de l'électricité, lobby représentant plus de 500 entreprises et dont Total Energie Gaz est l'un des principaux clients. Cécile Georges fait également partie du Corps des Mines.

Julien Pouget

Après un premier pantoufflage chez Alstom, cet ancien de l'Agence des Participations de l'Etat est devenu conseiller industrie puis économie du Président de la République entre 2014 et 2016. Familier de tous les dossiers liés à l'industrie française et à leur gouvernance par l'Etat, Julien Pouget est directement recruté par Total Renewables en 2016, où il a progressivement gravi les échelons jusqu'à prendre la tête de la branche Asie de l'entreprise.

Simon Desindes

Simon Desindes a été recruté en juillet 2022 par Total comme directeur de projets juste après son passage comme conseiller pour les affaires industrielles auprès du ministre de la Défense. Il avait également officié auparavant à la Direction Générale de l'Armement et à l'Agence des participations de l'Etat dans des secteurs liés notamment à la production et l'approvisionnement en carburants.

Denis Giorno

Denis Giorno a travaillé pendant plus de vingt ans chez Total, notamment en tant que Président Total Gaz et Nouvelles énergies, puis a été choisi en 2018 pour renégocier pour l'Etat les contrats de six champs éoliens offshore en tant que chargé de mission au Ministère de la Transition Écologique, alors qu'il n'avait jamais travaillé au sein de la fonction publique. Une fois sa mission de plusieurs mois terminée, Denis Giorno est retourné dans le privé travailler comme consultant à son compte.

INSTITUTIONS PUBLIQUES

Total cherche à peser sur les institutions publiques, qui font la loi et contrôlent le respect par les entreprises de celle-ci. Pour ce faire, le groupe suit une logique d'infiltration : il se positionne comme expert afin de donner directement son avis au sein des institutions publiques, et y emploie des relais acquis à sa cause.

L'Autorité des Marchés Financiers

L'AMF est un exemple de la stratégie d'infiltration directe par la firme des autorités censées la réguler. Le directeur juridique du groupe Total, **Adrien Hamelle**, a été nommé en 2021 par le Ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, à la Commission des sanctions de l'AMF, l'autorité en charge de la régulation financière en France. Total a donc obtenu la nomination par Bercy de son directeur juridique au sein de l'autorité chargée de réguler ses opérations. Total pourrait pourtant être visé par l'AMF : c'est ce que demandaient en 2020 les associations Notre Affaire à Tous et Sherpa en montrant que Total sous-évaluait les risques financiers liés à sa dépendance aux hydrocarbures. L'AMF n'a pas fourni de réponse à ce signalement.

Assemblée nationale

Plusieurs députés, dont Yaël Braum, la présidente de l'Assemblée nationale, possèdent des actions chez Total.

En 2021, une députée Les Républicains a tenté d'influencer une loi qui concernait le devoir de vigilance des grandes entreprises, alors qu'elle est elle-même actionnaire de Total et a donc des intérêts personnels.

En effet, en 2017, une loi a été adoptée instaurant un devoir de vigilance pour les grandes entreprises. La loi ne précisait pas que c'était le tribunal judiciaire qui était chargé des litiges concernant ce devoir de vigilance, alors plusieurs grandes entreprises ont argué que le tribunal de commerce (plus porté sur la protection des entreprises) devait être compétent. En 2021, le projet de loi climat et résilience prévoyait de trancher en faveur du tribunal judiciaire, une solution majoritairement approuvée. Pourtant, au dernier moment en commission mixte paritaire, la mention du texte de loi tranchant en faveur de la compétence du tribunal judiciaire a été retirée. Cette séquence s'est reproduite à l'occasion d'un autre projet de loi depuis, où une députée Les Républicains est parvenue à faire introduire un amendement retirant la disposition.

European Financial Reporting Advisory Group

En 2019, TotalEnergies a participé à la première Task Force mise en place par le Reporting Lab de l'EFRAG sur les Climate-related disclosures, c'est-à-dire les informations liées à leur activité et au climat que les entreprises doivent reporter. Par sa participation au groupe de travail de l'institution européenne chargée d'établir les pratiques de reporting liées au climat, Total peut ainsi contribuer à définir les pratiques qui lui seront imposées.

Nations Unies

Total est parvenu à participer à certains travaux des Nations Unies sur la durabilité. En 2002, Total a rejoint le Pacte mondial des Nations unies, une initiative des Nations Unies pour inciter les entreprises à être plus durables. Depuis, Total fait partie de l'**International Petroleum Industry Environmental Conservation Association**, l'association de représentation de l'industrie pétrolière auprès des Nations Unies et du GIEC. L'IPIECA a obtenu depuis 2015 l'organisation d'ateliers sur la mise en œuvre du Pacte. En étant membre de cette association, Total participe ainsi directement à l'encadrement des travaux de mise en œuvre des dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies, alors même qu'elle doit en faire l'objet. Total réussit cela notamment grâce au rôle d' "entreprise LEAD" du réseau français du Pacte mondial, un statut de rôle de tête confirmé chaque année depuis 2018. Par ailleurs, La Fondation Total consacre son don de loin le plus important au Programme Alimentaire des Nations Unies: 17 409 250 € en 2021.

Organisation Maritime Internationale

Une stratégie déployée par Total consiste à envoyer ses experts au sein des institutions publiques faisant autorité : l'Organisation Maritime Internationale est par exemple l'agence des Nations Unies référente dans son secteur. En 2015, Mediapart avait révélé qu'un expert de Total avait été choisi comme expert dans cette structure pour étudier la mise en place de carburants maritimes moins polluants, alors même que le groupe est un producteur majeur de ces carburants.

Ambassades de France

Le projet EACOP a montré la capacité de Total à obtenir un soutien unique de la part des Ambassades. En 2019, Emmanuel Macron a nommé **Jules-Armand Aniambossou** ambassadeur de France en Ouganda : cet ancien camarade de promotion à l'ENA du Président a notamment travaillé chez Poweo, fournisseur d'énergie depuis racheté par Total. Ouvertement proche du groupe, l'ambassadeur a expressément soutenu le projet EACOP en 2019. Total entretient cette connexion par des rapports personnels mais aussi en finançant par exemple la semaine de l'amitié France-Ouganda comme "sponsor platinum". Cette proximité facilite les contacts de Total avec les autorités publiques locales. Ainsi, en Ouganda, Total opère directement en partenariat avec la police locale pour protéger ses zones d'exploitation, notamment des militants locaux.

STRATÉGIE D'OPTIMISATION FISCALE

Malgré des bénéfices uniques pour une entreprise française de plus de neuf milliards d'euros par an, Total paie moins d'impôts qu'elle ne reçoit de l'argent de l'Etat. La technique employée par Total est simple : ses activités bénéficiaires sont déclarées là où elles sont réalisées ou dans des pays avantageux. En France, Total déclare en revanche des franges de son activité davantage déficitaires, comme le raffinage ou les stations-services, alors qu'elle y réalise pourtant 21% de son activité, qu'elle y entretient 35 % de ses effectifs, et qu'elle y détient 44 % de son capital social. En 2020 encore, Total réalisait plus de onze milliards d'euros de bénéfices sans payer le moindre impôt sur les sociétés.

Bermudes

Les Paradise Papers ont révélé en 2017 la localisation de nombreuses filiales de Total aux Bermudes, un paradis fiscal. Par exemple, les activités de Total aux Emirats-Arabis-Unis étaient toutes déclarées aux Bermudes via trois sociétés : la Total Holding Dolphin Amont Limited et Total E&P Dolphin Upstream pour la partie extraction et production, et la Total E&P Dolphin Midstream pour la partie raffinage, transport et vente. A la suite des accusations de pratiques fiscales abusives, Total a rapatrié la majeure partie de ses filiales immatriculées aux Bermudes. Sept sociétés, pour lesquelles Total n'est pas majoritaire mais exerce une activité de contrôle les apparentant à leur filiale, demeurent toutefois immatriculées aux Bermudes selon le rapport annuel de l'entreprise paru en 2022. Par exemple, la localisation aux Bermudes de la société Pars LNG Limited opérant en Iran, qui avait été identifiée par les Panama Papers, n'a pas changé aujourd'hui.

Pays-Bas

Total immatricule 48 filiales aux Pays-Bas alors qu'elles n'opèrent pas dans ce pays, afin de bénéficier du régime fiscal très avantageux de ce pays au sein de l'Union européenne.

Administration fiscale française

Total a publié par elle-même un rapport sur sa politique fiscale en 2021, révélant qu'elle n'a pas payé d'impôt sur les sociétés en 2020, alors même que le groupe a réalisé 11,4 milliards de bénéfices sur l'année 2019, à laquelle cet impôt se rapporte. De fait, Total a moins payé d'impôt sur les sociétés qu'elle n'a reçu d'argent de l'Etat au cours de la décennie 2010. En 2015 déjà, Patrick Pouyanné avait reconnu que le groupe n'avait payé aucun impôt sur les sociétés entre 2012 et 2015, alors qu'il a réalisé 31,4 milliards d'euros de bénéfices sur la période, et qu'il s'était pourtant permis en 2012 de se targuer d'un engagement à ne pas créer d'entités dans des pays déréglés.

Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

Total se targue de s'engager pour la transparence fiscale alors même qu'elle parvient à ne pas payer d'impôt sur les sociétés en France. En effet, Total met en avant dans sa communication son engagement dans l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives depuis sa création en 2003, par laquelle elle "soutient pleinement les initiatives pour plus de transparence et de responsabilité fiscale", mais place par exemple 48 de ses filiales aux Pays-Bas alors qu'elles n'y exercent pour la plupart aucune activité.

LOBBIES

Total est l'entreprise française ayant dépensé le plus d'argent en lobbying en 2021 selon la Haute Autorité de la Transparence de la Vie Publique. Total promeut ses intérêts de deux manières : en se regroupant avec les entreprises de son secteur pour faire prévaloir leurs intérêts communs, et en se payant les services d'entreprises de lobbying spécialisées. La force de frappe de Total en matière de lobbying est impressionnante, en France mais aussi en Europe et dans le monde via certaines organisations américaines dont les positions sur le climat sont plus que douteuses. Lors de la COP27 en 2022, les ONG ont recensé 636 lobbyistes qui défendaient le charbon, le pétrole et le gaz, un chiffre bien supérieur à celui des activistes défendant l'environnement et en hausse de 25% depuis l'année précédente.

Union Française des Industries Pétrolières

L'Union Française des Industries Pétrolières est le principal lobby de l'énergie fossile en France, par lequel ont transité une partie significative des 2,51 millions d'euros de dépenses de représentation d'intérêt par Total. Ce total, le plus élevé en France devant Engie - 2,25 millions d'euros - et le Crédit Agricole -2,17 millions d'euros-) a servi notamment via l'UFIP une trentaine d'actions de représentation d'intérêts pour l'année 2021 concernant notamment le Code de l'environnement, les projets de loi de Finances, le Plan de relance ou encore le Code de l'énergie.

Union Française de l'Electricité

Les connexions entre Total et les associations de représentations et les entreprises privées de lobbying sont parfois personnelles. La directrice des Affaires Publiques chez TotalEnergies Electricité & Gaz France, Hélène Pierre, a par exemple travaillé de 2010 à 2016 à l'Union Française de l'Electricité comme lobbyiste.

IOGP

L'International Association of Oil & Gas Producers est la principale association de représentation des majors pétrolières, qui défend agressivement leurs intérêts. L'IOGP chapeaute un système de représentation organisé : Total est aussi liée à l'American Chemistry Council, à la Texas Oil & Gas Association et à l'American Gas Association, qui regroupent les majors américaines de manière géographique et sectorielle aux Etats-Unis, ou encore à PlasticsEurope, FuelsEurope, Eurogas ou encore HydrogenEurope, les regroupements sectoriels européens.

American Petroleum Institute

Total a longtemps fait partie de l'American Petroleum Institute, association de représentation des majors américaines connue pour son lobbying contre la transition écologique et notamment pour un scandale de désinformation massive sur le changement climatique. En 2019 et 2020, les positions de l'American Petroleum Institute (API) avaient été évaluées par Total comme « partiellement alignées » avec ses positions.

En 2021, une enquête du Guardian a révélé que l'API recevait d'importants financements des majors (dix millions de la part de Shell en 2020 par exemple) pour faire reculer la législation et était utilisée comme "bouc émissaire" par les majors pour essuyer à leur place les critiques publiques et politiques. L'enquête du Guardian rappelle que l'API a par exemple financé en 1998 une campagne de désinformation massive à la suite de la signature du protocole de Kyoto, afin de remettre en cause l'origine humaine du changement climatique, dont le plan a été révélé. À partir de 2020, des actions judiciaires (Hoboken, New Jersey vs API) ont entériné le fait que l'API finançait directement des scientifiques niant ou réduisant le changement climatique. Total n'a pris ses distances avec l'American Petroleum Association qu'en 2021. De même, avant 2021, Total participait à l'AFPM (American Fuels & Petrochemicals Manufacturers) et la CAPP (Canadian Association of Petroleum Producers). Les premières actions juridiques contre l'API devraient aboutir en 2023.

Syndicat des Energies Renouvelables

Total a progressivement infiltré les structures de représentation des acteurs de l'énergie renouvelable afin de maîtriser les structures qui auraient pu s'opposer à elle. Total a ainsi intégré en France le Syndicat des Énergies Renouvelables, dont Patrick Pouyanné s'est rendu pour la première fois au grand colloque annuel en 2017. En Europe, Total utilise l'organisation Sun Power Europe, qui lui a par exemple permis d'obtenir deux sièges sur huit au conseil d'administration de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque (EPIA), principale représentante de la filière solaire, et un siège à l'Association européenne de l'énergie éolienne (EWEA). En 2015 déjà, le Guardian avait dénoncé la prise de pouvoir de l'industrie fossile sur les associations de représentation des énergies renouvelables, montrant notamment la réduction de l'objectif affiché par ces associations de - 45% à - 30% d'émissions d'ici 2030 après que Total, l'espagnole Iberdrola ou encore l'italienne Enel se soient mobilisées.

GasNaturally

GasNaturally est un regroupement d'associations de représentation, dont l'IOGP, utilisé par Total pour promouvoir la perception du gaz comme d'une énergie de transition, un positionnement décrié par les scénarios de l'Agence Internationale de l'Energie.

Association Française des Entreprises Privées

L'AFEP est le lobby des plus grands groupes français, notamment du CAC 40, que les grands patrons utilisent pour peser de leur poids commun sur les réglementations nationales et y promouvoir leurs intérêts partagés.

Business Europe

Business Europe est le lobby principal des grandes entreprises en Europe, souvent critiqué pour opérer à l'encontre des initiatives européennes en faveur de politiques climatiques plus ambitieuses. Business Europe fonctionne comme une structure chapeau des organisations de représentation patronales nationales, comme le Medef en France. Total, tout comme BP, ExxonMobil ou Shell, fait partie du Corporate Advisory and Support Group de BusinessEurope. Business Europe contribue à "l'emprise des lobbies fossiles" sur l'Union européenne selon un rapport conduit par un ensemble d'ONGs, montrant notamment que 200 lobbyistes auto-déclarés au Registre européen de transparence sont employés par le top 5 des majors pétrolières et leurs groupes de pression.

L'association professionnelle de l'industrie pétrochimique

Le CEFIC est la principale association professionnelle de l'industrie chimique européenne et également le lobby bruxellois doté du plus gros budget. Total est membre du CEFIC aux côtés de toutes les "supermajors" chimiques et pétrolières. L'association est connue pour jouer un rôle clef d'opposition à toute politique climatique ambitieuse de l'Union Européenne et a notamment œuvré au le sabotage de la loi sur les perturbateurs endocriniens. Également sponsor du Sommet Entreprises et Climat qui s'est tenu en amont de la COP21, ce lobby ultra puissant a essayé de diluer toute référence aux études scientifiques sur le climat. En 2018, l'association dépense environ 12 millions d'euros en lobbying et touche 131 063€ de subventions. Elle est composée de 78 employés dont 49 équivalents temps plein, 24 accréditations pour aller et venir à leur guise dans les institutions européennes. Elle a plus de 80 rendez-vous officiels avec la commission européenne.

Union Française de l'Electricité

Les connexions entre Total et les associations de représentations et les entreprises privées de lobbying sont parfois personnelles. La directrice des Affaires Publiques chez TotalEnergies Electricité & Gaz France, Hélène Pierre, a par exemple travaillé de 2010 à 2016 à l'Union Française de l'Electricité comme lobbyiste.

L'EXPLOITATION DES ÉNERGIES FOSSILES, COEUR INCHANGÉ DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE

PRINCIPAUX PROJETS CONTROVERSÉS

Total opère dans plus de 130 pays par le biais de 1 140 filiales : le groupe ne dispose plus que de 5 raffineries en France et 70% de ses activités se situent en Asie et au Proche-Orient. Le groupe observe une présence globale, cultive un lien étroit avec l'Etat français, négocie avec les gouvernements. De nombreux projets menés par Total sont controversés car au cœur de conflits politiques, parfois armés, graves. Ils menacent parfois de manière significative les droits humains.

Ouganda et Tanzanie - EACOP et Tilenga

En Ouganda et en Tanzanie, Total construit le plus grand oléoduc chauffé au monde (1 443km) pour extraire pas moins d'un milliard de barils de pétrole. Le démarrage de la production est prévu en 2025 pour une durée de vingt-cinq à trente années. EACOP -East African Crude Oil Pipeline- est détenu à 62% par TotalEnergies, 15 % par la compagnie pétrolière ougandaise, 15% par la tanzanienne et à 8 % par la société chinoise Cnooc, chargée d'un site mineur de production. Il traversera de nombreuses réserves et aires protégées, il menace d'extinctions des espèces classées sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et menace de contamination les deux plus grandes réserves d'eau douce d'Afrique de l'Est, les lacs Victoria et Albert, mettant ainsi en péril l'accès à l'eau potable et à la nourriture pour plus de 40 millions de personnes.

Russie

Fin 2021, TotalEnergies détenait 21% de ses réserves prouvées et réalisait 18% de sa production de pétrole et de gaz en Russie - la firme a été accusée au cours de l'année 2022 de chercher à poursuivre son action sur ce pays en guerre avec l'Ukraine. En Russie, la production de pétrole et de gaz naturel par Total provenait alors principalement de ses participations dans les champs Termokarstovoye, Kharyaga, ou encore Ternefte. Total détenait en outre des participations significatives dans la principale société indépendante russe dans le secteur du gaz PAO Novatek (19,4% au 31 décembre 2021). Total participait enfin aux mégaprojets gaziets Yamal LNG (20%) et Arctic LNG 2 (10%), bâtis pour renforcer l'extraction d'hydrocarbures du sol russe et leur exportation notamment en Europe. Ce sont des menaces directes pour le climat et pour les écosystèmes polaires déjà en première ligne face au changement climatique. Par ailleurs, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, Total a été la seule major pétrolière occidentale à maintenir ses activités en Russie et a été accusée de contribuer directement par ses activités à l'approvisionnement en combustibles de l'armée russe, dont les crimes de guerre sont avérés. Des révélations du journal LeMonde ont ainsi montré que les hydrocarbures exploités par TernefteGaz en Sibérie, dont Total détenait jusqu'à août 2022 49% des parts, ont alimenté en kérosène des escouades d'aviation russe

responsables de bombardement de populations civiles. Total a maintenu jusqu'en décembre 2022 ses participations dans la société gazière russe Novatek.

Mozambique

En 2010, l'une des plus grandes réserves de gaz naturel (énergie fossile) d'Afrique subsaharienne est découverte au Mozambique, faisant rapidement naître trois méga-projets, dont Mozambique LNG opéré par Total depuis 2019. En 2022, Les Amis de la Terre publient un rapport qui montre comment le soutien public aux projets gaziers alimente la catastrophe humanitaire et climatique au Mozambique. Des liens étroits entre l'industrie fossile et le ministère des affaires étrangères sont révélés. Les pratiques de "portes tournantes" sont courantes : par exemple, Jean-Claude Mallet, conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian au ministère des Affaires étrangères, a été recruté par Total en mai 2019 pour occuper le poste de directeur des affaires publiques. En février 2020, seulement deux jours après que le gouvernement a annoncé la fin des forages pétroliers maritimes sur le territoire français au nom de l'urgence climatique, Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires Étrangères, fait le déplacement au Mozambique pour défendre les intérêts de l'industrie fossile française. En 2021, TotalEnergies annonce la suspension du projet gazier pour "force majeure" à cause du conflit armé. Le versement des compensations dues aux locaux ayant été déplacés pour faire place aux projets gaziers a cessé depuis cette date.

Yémen

Un site de Total a été utilisé comme prison au Yémen selon des informations recoupées par le journal Le Monde. Entre 2017 et 2019, des témoignages recueillis par l'organisation Amnesty International, par le panel d'experts sur le Yémen des Nations unies ainsi que par des ONG et des activistes yéménites ont fait état de l'existence d'un lieu de détention à Balhaf, administré par les forces émiraties au sein d'une base militaire. Celle-ci a été aménagée par les Emirats à la mi-2017 sur une partie du site industriel de Total, réquisitionnée à la demande officielle du gouvernement yéménite.

Algérie

Total fait partie des entreprises internationales collaborant avec la compagnie nationale de pétrole algérienne Sonatrach, critiquée pour l'exploitation à risque de gaz non conventionnel en Algérie. Ces gisements de gaz non conventionnel incluent le gaz de schiste et le "tight gas", qui nécessitent l'un comme l'autre des techniques de fracturation hydraulique. Celle-ci implique des risques sévères de pollution des nappes phréatiques par le cocktail de produits chimiques injectés pour fracturer la roche contenant le gaz, ainsi qu'une consommation d'eau extrêmement importante dans une région particulièrement aride de l'Algérie ainsi que des risques de tremblement de terre. Alors que la fracturation hydraulique est interdite en France depuis 2011 (en dépit de pressions de Total pour pouvoir exploiter des gaz de schiste dans la région de Montélimar), Total détient de 2009 à 2014 une part de 49% dans l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste d'Ahnet, au sud de l'Algérie, gisement particulièrement controversé en raison des risques qu'il fait peser sur la population de la ville environnante d'In Salah. Si Total a dû y renoncer officiellement en l'absence d'accord économique trouvé avec Sonatrach, l'entreprise exploite depuis 2018 le gisement de "tight gas" de Timimoun par fracturation hydraulique, en dépit des risques de cette technique et de la vive opposition des populations algériennes affectées à l'utilisation du fracking. A son annonce, le directeur exploration-production de Total se félicite que "la mise en production de Timimoun constitue une nouvelle étape de l'histoire du Groupe en Algérie" – cette "nouvelle étape" est d'autant plus inquiétante que d'après l'AIE l'Algérie possède les troisième réserves de gaz non conventionnel les plus importantes au monde, une bombe climatique aux conditions d'exploitation particulièrement dangereuses.

Argentine

Total a recours en Argentine à des pratiques d'exploitation de gaz non conventionnel par fracturation hydraulique, présentant des effets particulièrement néfastes pour les populations locales et les ressources en eau de la région, comme en Algérie. Total fait partie des principales compagnies pétrolières internationales impliquées dans l'exploitation de l'immense réservoir de gaz et de pétrole de schiste du Vaca Muerta depuis 2017. Ce site présente 336 puits de fracturation hydraulique, qui consomment de très larges quantités d'eau et de produits chimiques dans une région particulièrement aride de l'Argentine (23 milliards de litres d'eau douce et 73,2 millions de litres d'additifs auraient été consommés entre 2010 et 2020 pour exploiter le gaz de schiste de Vaca Muerta). Une enquête de Greenpeace a par ailleurs révélé que Total ne respectait pas les préconisations pour le traitement des additifs chimiques utilisés dans la fracturation hydraulique en Argentine et déversait par l'intermédiaire de son sous-traitant argentin Trater des déchets et résidus chimiques dans des décharges à ciel ouvert au nord de la Patagonie, à proximité d'habitations et sur les terres des populations Mapuche. L'exploitation du gaz et du pétrole de schiste du Vaca Muerta par Total et d'autres compagnies fossiles cause enfin un redoublement de l'activité sismique dans la région, constaté par les populations locales et les ONG sur le terrain, rendant plus difficiles les conditions de vie des populations locales.

République du Congo

Total jouit d'une implantation de longue date au Congo-Brazzaville et est associée à différentes périodes de son histoire à des scandales financiers et des violations de droits humains dans ce pays. A la fin des années 1990, la filiale congolaise d'Elf Aquitaine (dont la fusion avec Total et Petrofina mène au groupe Total au tournant des années 2000) a financé de manière avérée des armes pour les deux parties de la guerre civile qui oppose les partisans de Denis Sassou Nguesso à ceux de Pascal Lissouba. Plus récemment, il a été révélé dans le cadre des Panama Papers que Total avait orchestré un montage financier pour permettre à la République du Congo de se soustraire à ses obligations auprès du FMI en échange de droits dans une concession pétrolière dans les années 2000.

Birmanie

Total a apporté entre 1992 et 2021 un soutien financier indirect à la junte militaire au pouvoir en Birmanie via l'exploitation du gisement gazier de Yadana avec l'entreprise birmane MOGE (Myanmar Oil and Gas Enterprise). Les revenus tirés par la junte militaire de l'exploitation de ce gisement par Total s'élevaient dans les années 2000 à 450 millions de dollars, soit l'une des principales sources de revenus de cette junte coupable de nombreuses exactions et de violations des droits humains en Birmanie. En plus de contribuer au financement de la junte militaire, Total aurait eu recours au travail forcé par l'intermédiaire de l'armée birmane dans le cadre de la construction d'un gazoduc reliant le gisement gazier de Yadana à la Thaïlande. Huit Birmans ayant subi un travail forcé ont ainsi attaqué Total pour "séquestration" au début des années 2000. La construction de ce pipeline a mené à des relocalisations forcées de villages entiers selon les rapports d'ONG présentes dans la région. En parallèle, Total a été attaquée en Belgique pour complicité de crimes contre l'humanité en Birmanie par quatre réfugiés birmans en 2002. Si l'affaire a été classée en 2008 en raison de l'inadéquation de la loi belge sur laquelle était fondée la procédure, de nombreuses ONGs ont dénoncé la complicité de Total dans les crimes contre l'humanité commis en Birmanie. Après des décennies de défense de sa présence en Birmanie et de financement indirect de la junte militaire, Total n'a accepté de se retirer du pays qu'en 2021. Par ailleurs, selon Multinationales.org, Total a fait pression pour étouffer la situation, par exemple en menaçant à cette période le journal Le Monde d'arrêter leur achat d'espaces publicitaires à titre de représailles contre des publications au sujet de l'action du groupe en Birmanie.

Israël et le Liban

Total a joué un rôle dans l'accord passé le 12 octobre 2022 entre Israël et le Liban sur la délimitation des zones maritimes. En effet, certaines zones concernées contiennent des champs sous-marins de gaz et Total est choisie pour exploiter le gaz présent dans la zone de Cana, au profit du Liban tout en versant une compensation à Israël. Selon certains analystes, l'attribution à Total de l'exploitation de ce champ gazier a été soutenue par la diplomatie française, car elle permet un retour de la présence de la France dans la région.

Nigéria

Total fait partie des entreprises multinationales exploitant du pétrole et du gaz dans le delta du Niger depuis 1962. Cette exploitation a conduit à des violations des droits humains et à des pollutions environnementales particulièrement importantes dans l'Etat de Rivers au sud du Nigeria où Total possède un permis d'exploitation onshore depuis les années 1960. Le peuple Egi, présent dans la région, a vu ses conditions de vie dégradées et son environnement pollué par l'extraction de pétrole et de gaz au sein des terres de la communauté. Il est notamment avéré que Total a recours au torchage du gaz dans son exploitation sur le delta du Niger alors que cette technique est interdite au Niger depuis 1984. Cette méthode consiste à brûler le gaz s'échappant lors des forages pétroliers et mène à des émissions additionnelles ainsi qu'une pollution de l'air particulièrement sévère aboutissant à des pluies acides qui mettent en danger la vie des habitants. Par ailleurs, des accidents liés à l'exploitation de pétrole ont eu lieu en 2012, aboutissant à des éruptions de gaz à proximité des habitations de la communauté Egi, mettant en danger leur santé et leur faisant courir des risques importants d'incendie. Total s'est enfin illustré par une stratégie d'accaparement des terres de la communauté Egi basée sur une législation nigériane facilitant l'expropriation des paysans par les firmes pétrolières. L'ensemble de ces violations des droits humains et de ces pollutions ont valu à Total le prix Pinocchio 2014, décerné par les Amis de la Terre pour dénoncer les entreprises ayant commis les pires violations des droits et pollutions de l'année.

NOUVEAUX PROJETS FOSSILES DEPUIS 2021

En 2021, pour la première fois, l'Agence Internationale de l'Energie à laquelle Patrick Pouyanné aimait tant se référer auparavant préconise des mesures drastiques : renoncer dès à présent à tout nouveau projet d'exploration pétrolière ou gazière. D'un coup, le PDG de Total considère que le rapport de l'AIE n'est "pas une bible". Nous prenons 2021 pour année de référence car, envers et contre tous les avis scientifiques, Total continue d'investir massivement dans les énergies fossiles. La raison est simple : "nous avons besoin de ces revenus sortis des hydrocarbures donc nous n'allons pas y renoncer", selon les propres mots de Patrick Pouyanné.

TOTAL PRODUIT DES HYDROCARBURES DANS PRÈS DE 30 PAYS :
(en millions de barils équivalent pétrole en 2021)

Moyen - Orient & Afrique du Nord					
Algérie	Emirats-Arabo-Union	Irak	Libye	Oman	Qatar
19	102	5	30	14	73

Asie - Pacifique						
Australie	Brunel	Chine	Indonésie	Kazakhstan	Birmanie	Thaïlande
42	4	9	1	30	6	21

Amérique					
Argentine	Bolivie	Brésil	Canada	Etats-Unis	Venezuela
30	18	18	33	33	4

Afrique			
Angola	République démocratique du Congo	Gabon	Nigeria
64	34	9	87

Europe (1/2)		
Danemark	Italie	Norvège
12	7	80

Europe (2/2)		
Pays-Bas	Royaume-Uni	Russie
5	58	181

Etats-Unis

Total réalise près de 90 % de ses opérations de financement à travers des banques américaines, et 30 % de son actionnariat provient des États-Unis, selon des informations recoupées par Le Monde Diplomatique. Total est également engagé dans des chantiers en eaux profondes dans le golfe du Mexique, ainsi que dans la production de gaz de schiste au Texas et dans l'Ohio. Total a ainsi produit 33 millions de barils équivalent pétrole en 2021 aux États-Unis. L'exploitation du gaz de schiste est controversée, de même que l'exploitation des sables bitumineux, extrêmement nocive pour les sites et particulièrement émettrice.

Canada

Total participe à l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, l'un des points chauds des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. L'exploitation de cette ressource est controversée car l'extraction d'un baril de pétrole des sables bitumineux de l'Alberta émet plus du triple de dioxyde de carbone que la production d'un baril de pétrole classique, et car elle conduit au rejet d'importantes substances toxiques.

Venezuela

Le Venezuela est un lieu de production historique de Total, qui, guidé par une moindre rentabilité de sa filiale locale, se désinvestit maintenant du pays.

Inde

Total a acquis en 2021 un cinquième du développeur de projets renouvelables indien Adani pour 2 milliards de dollars, un achat de parts dans une société existante que Total comptabilise au sein de ses "investissements dans le renouvelable", et qui compte pour plus de la moitié de ces derniers cette année-là.

Nigéria

Le Nigéria est un exemple des liens qui existent souvent entre Total et les autorités publiques locales. Total opère notamment en joint-venture avec la société pétrolière nationale du Nigéria, dont certains anciens dirigeants ont été des ex-cadres de Total sur place, comme Chidi Momah, ex-directeur exécutif de Total Nigéria puis directeur juridique de la NNPC. Total est aussi actionnaire à hauteur de 15% de la société Nigeria LNG. L'Angola peut également être prise en exemple : premier opérateur du pays, Total est partenaire avec la société nationale Sonangol et l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants pour des contrats d'exploitation. Par exemple, en décembre 2019, l'ensemble des licences de production du bloc 17 local a été prolongé jusqu'en 2045.

Iran

Total possède de longue date une filiale en Iran, Elf Petroleum Iran, à laquelle deux nouvelles filiales se sont additionnées depuis. En 2017, par la signature d'un accord pour l'exploitation de ressources en gaz, Total s'est rapproché de cet acteur pourtant en tension avec les Etats-Unis. Dans sa politique de relations internationales, Total soigne sa relation avec l'Iran tout en soignant son image médiatique : à la suite des événements qui ont bouleversé le pays en 2021, Total a par exemple fourni des cartes carburants utilisables dans les stations-services de TotalEnergies à l'ambassade d'Iran à Paris.

TOTAL INVESTIT DE NOUVEAUX TERRITOIRES POUR Y DÉVELOPPER DE NOUVEAUX PROJETS D'EXPLOITATION DES ÉNERGIES FOSSILES :

Qatar

En plus de participer à la production et l'exportation de gaz dans deux usines au Qatar, TotalEnergies et QatarEnergy collaborent activement sur de nombreux projets à l'international, en particulier en Amérique du Sud. En 2021, ils ont par exemple signé une alliance pour obtenir les droits d'exploitation de deux blocs offshore avec la compagnie pétrolière du Suriname, Staatsolie.

Oman

En Oman, TotalEnergies a signé en décembre 2021 un accord de concession pour exploiter un site de gaz offshore, vendre son gaz naturel au gouvernement d'Oman et conclure un pacte d'actionnaire pour la société Marsa LNG constituée en vue de produire du gaz naturel à partir du bloc 10.

Suriname

En novembre 2021, TotalEnergies et le gouvernement du Suriname ont signé un accord de partenariat pour contribuer à la préservation des forêts du pays comme puits de carbone. Pourtant, dans le même temps, TotalEnergies mène des activités d'exploration et vise à renforcer l'exploitation des ressources fossiles sur ce territoire. En 2021, TotalEnergies s'est par exemple allié à QatarEnergy pour obtenir les droits d'exploitation de deux blocs offshore.

Thaïlande

TotalEnergies possède pour principale participation dans ce pays un tiers d'un important site offshore, dont la production est achetée en totalité par la compagnie nationale thaïlandaise PTT : sur ce site, plusieurs nouveaux puits ont été forés en 2021.

Chine

Dans le site situé en Mongolie intérieure où se concentre l'activité de Total en Chine, le forage des puits de développement de tight gas se poursuit.

Afrique du Sud

Total est en passe de lancer en Afrique du sud l'exploitation d'un gisement offshore d'un milliard de barils, une "bombe climatique" dénoncée par de nombreuses ONG en octobre 2022. De fait, Total a déposé le 5 septembre 2022 une demande de licence de production pour l'un des cinq sites pour lesquelles elle dispose d'un permis d'exploration en offshore profond. Dans son ensemble, le projet demande trois milliards d'euros d'investissements pour forer les fonds sous-marins - autant que l'ensemble de l'investissement de Total dans les renouvelables en 2021. Il va directement à l'encontre de la position dégagée par les autorités internationales sur la nécessité de maintenir toutes les énergies fossiles dans le sol, met directement en danger la biodiversité dans une zone de migration de nombreux mammifères marins et menace les conditions de vie des pêcheurs locaux.

Namibie

TotalEnergies opère deux permis d'exploration en offshore profond et a annoncé en février 2022 de nouvelles découvertes, qui permettraient d'extraire davantage de ressources fossiles.

Mauritanie

Total poursuit des opérations de minage à des fins d'exploration.

Sénégal

TotalEnergies poursuit les activités d'exploration sur deux blocs offshore.

Nigéria

TotalEnergies détient une participation de 15% dans la société Nigeria LNG, dont les actionnaires ont approuvé fin 2019 le lancement d'un projet d'installation d'une capacité supplémentaire de 7,6 Mt/an.

Kenya

Dans ce pays où plusieurs découvertes d'huile ont été faites, TotalEnergies évalue les options possibles pour un éventuel développement commercial.

Côte d'Ivoire

TotalEnergies opère un permis d'exploration sur un site offshore.

São Tomé et Príncipe

TotalEnergies détient deux permis d'exploration attribués en 2019.

Canada

TotalEnergies participe à des projets d'exploitation de pétrole de sables bitumineux dans la province de l'Alberta.

Brésil

TotalEnergies détient des participations dans de nombreux sites au Brésil et y poursuit des opérations de développement de nouvelles infrastructures. Par exemple, TotalEnergies et ses partenaires QatarEnergy et Petronas ont remporté, lors des 16e enchères pétrolières de l'ANP en octobre 2019, l'exploitation d'un site offshore dans le bassin de Campos.

Le groupe a également signé en 2021 un accord avec Petrobras pour évaluer le potentiel d'exploration de nouvelles zones prometteuses au Brésil et développer de nouvelles technologies, en particulier dans l'offshore profond.

Mexique

TotalEnergies détient des licences dans sept blocs d'exploration offshore dans le golfe du Mexique.

Guyana

TotalEnergies détient, notamment avec QatarEnergy, des participations dans trois sites, dont pour deux d'entre eux des nouveaux puits d'exploration ont été forés ou sont prévus (bloc Canje et bloc Kanuku)).

États-Unis

Total détient des intérêts dans le projet d'Anchor dans le Golfe du Mexique, dont la mise en production est prévue en 2024.

Malaisie

TotalEnergies détient des intérêts dans des permis d'exploration avec un puits d'exploration offshore dans la province de Sabah;.

Australie

TotalEnergies a annoncé en novembre 2021 deux partenariats, avec AgriProve pour développer des puits de carbone souterrains sur 20 000 hectares en Australie, et avec Corporate Carbon pour y contribuer à la prévention des feux de savane. Dans le même temps, le groupe y renforce pourtant sa production de gaz naturel liquéfié par les projets Gladstone (27,5%) et Ichthys (26%). Le projet Ichthys consiste par exemple à développer un champ de gaz à condensats dans le bassin marin de Browse, avec une plateforme pour la production, le traitement et l'export du gaz, un gazoduc de 889 km et une usine de liquéfaction implantée à terre, à Darwin.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

TotalEnergies détient plusieurs licences d'exploration et progresse sur ce territoire : le groupe et ses partenaires ont par exemple signé un accord avec l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée définissant le cadre fiscal pour le développement du projet Papua LNG en avril 2019. Cet accord a été complété par un accord de stabilité fiscale signé avec l'État en février 2021 et par un accord permettant de prolonger la licence de cinq ans).

ROMPRE LES LIENS

Si l'infiltration de Total dans toutes les sphères de la société est impressionnante, pour autant **la possibilité de rompre ces liens existe**. Quelques exemples de mobilisations et de volonté politique ont permis à des institutions de se détacher de leur dépendance financière aux grandes industries pétrolières et gazières. C'est donc possible, et fortement encouragé.

Voici quelques acteurs qui n'apparaissent pas dans l'enquête, et pour cause :

La **mairie de Lyon**, dirigée par le maire écologiste Grégory Doucet depuis 2020, a stoppé le mécénat de Total avec l'**Opéra et le musée de Beaux-Arts de Lyon**. De même, la réputée Biennale d'art contemporain de Lyon, autrefois également financée par Total, s'est alignée sur cette décision et ne reçoit plus d'argent de l'entreprise. Ces ruptures de partenariats ont pu avoir lieu car la mairie a inclus les enjeux environnementaux dans sa charte de mécénat, excluant ainsi toutes les entreprises pétrolières.

De même, en Angleterre, le mouvement **Liberate Tate** luttent pendant des années contre les mécénats de BP et obtient une victoire historique : le musée abandonne son partenariat qui le liait depuis vingt-six ans à BP. La Science Museum rompt également ses relations avec Shell.

Côté sport, grâce à la pression d'Anne Hidalgo, maire de Paris, Total n'est pas sponsor des **Jeux Olympiques 2024** alors que ce partenariat était en bonne voie. C'est une décision qui a été prise à la suite d'un rendez-vous entre Anne Hidalgo et Patrick Pouyanné, PDG de Total, à l'Hôtel de ville. Une petite victoire cependant nuancée au regard d'autres partenaires des JO (Alibaba, Coca-Cola, Toyota...), mais c'est déjà Total en moins.

> Si vous êtes une mairie, une institution culturelle, un évènement sportif, une association, une école, vous pouvez vous doter d'une **charte de l'environnement** qui exclue les financements de l'industrie des énergies fossiles (Total et d'autres).

Dans les universités et grandes écoles, la mobilisation des étudiants et enseignants a plusieurs fois payé. C'est le cas à **Polytechnique**, la plus grande école d'ingénieurs française avec laquelle Total entretient des liens étroits. Le groupe avait pour projet d'installer son centre de recherche et de développement de plus de 10 000 mètres carrés et 400 employés au cœur de l'école. Mais la mobilisation a forcé Total à renoncer en 2021, après deux ans de bataille. Une enquête préliminaire du Parquet National Financier a été ouverte en avril 2021 contre Patrick Pouyanné, pour des faits susceptibles de constituer un délit de prise illégale d'intérêts. De même, des étudiants se sont mobilisés pendant des années **Sciences Po** contre le partenariat avec Total, qui n'a finalement pas été reconduit en 2022. À **HEC** également des élèves ont bloqué le stand de Total à un forum des entreprises pour dénoncer le projet EACOP et Tilenga en Ouganda et Tanzanie.

> Si vous êtes étudiant ou professeurs, vous pouvez créer une mobilisation dans vos établissements et faire pression. Écrivez-nous si vous avez besoin d'aide.

> Si vous êtes une banque ou assurance, vous pouvez décider de ne plus soutenir de projets climaticides et injustes.

> Si vous êtes salarié, cadre, actionnaire ou même PDG chez Total, vous pouvez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour que l'entreprise arrête immédiatement tout nouveau projet d'extraction d'énergies fossiles.

Ce travail d'enquête et de visualisation de données par La Toile TOTAL ont pour objectif, non pas de baisser les bras face à l'ampleur de l'emprise, mais de mettre en lumière chaque institution, chaque personne impliquée: de nommer les responsables. Chaque information présentée vaut, en soi, une mobilisation. Elle propose des pistes d'actions.

REMERCIEMENTS

SOURCES

Sources principales :

TotalEnergies,
mars 2022, Document d'enregistrement annuel relatif à l'année 2021

TotalEnergies,
janvier 2023, Sites internet de TotalEnergies et de la Fondation Total

Documentaire Arte,
novembre 2022, Le système Total, anatomie d'une multinationale de l'énergie

De quoi Total est-elle la somme ? Alain Deneault, 2017.

Documentaire en quatre épisodes de Greenpeace,
mars 2021, Mettre fin à l'emprise Total

Sources secondaires :

Actionnaires :

L'ensemble des informations relatives aux parts détenues et à leur valeur de marché proviennent de la source suivante :

Bloomberg, 28/05/2022

BlackRock : ReclaimFinance, Janvier 2021, One year on: BlackRock still addicted to fossil fuels

Crédit Agricole : ReclaimFinance, mars 2020, Edition 2020 du rapport Bank on climate change

Conseil d'administration :

Intro : Observatoire des multinationales, décembre 2022, Enquête La toile du CAC40

Patrick Pouyanné / Association des Entreprises Françaises pour l'Environnement : Notre affaire à tous, février 2020, Benchmark de la vigilance climatique des multinationales

Patricia Barbizet // Comité de surveillance des investissements d'avenir : Site internet du gouvernement, janvier 2023, Le Comité de surveillance des investissements d'avenir

Marie-Christine Coisne-Roquette // Groupe Sonepar : Autorité de la Concurrence, juillet 2022, Rapport annuel

Assurances :

Axa : ReclaimFinance, février 2021, Rapport Total fait du sale, la finance complice

Universités & écoles :

Planète Energies : site internet Planète Energies, janvier 2023
Recherche :

Collège de France, février 2019, Communiqué de presse du 07 février 2019 relatif à la signature d'un contrat de collaboration avec le groupe Total.

Médias :

France 5 : Mediapart, avril 2016, Un présentateur de «C dans l'air» travaille aussi pour Total

Vae Solis : Observatoire des Multinationales, janvier 2021, Lobbys contre citoyens : qui veut la peau de la Convention climat ?

Publicis : Site internet de Total, septembre 2014, Nouvelle signature de marque et nouvelle campagne Corporate mondiale pour Total

Very Press Trip : Le Point, 27 décembre 2013, "Very Press Trip", les RP de Total se lâchent

Greenwashing :

Intro : ReclaimFinance, février 2021, Rapport Total fait du sale, la finance complice

Explication méthodologique : "In 2021, TotalEnergies produced 2 819 thousands barrels of oil equivalent per day, or a total of 1029 million barrels of oil equivalent over the year. In energy terms, a barrel of oil equivalent is equal to 1.7 TWh. Hence, TotalEnergies produced 1 749 TWh worth of hydrocarbons over the year, while producing 6.8 TWh of renewable electricity over the same period. Finally, for each renewable energy unit produced, TotalEnergies produces $1\,749 / 6.8 = 257$ fossil energy units."

Association Françaises des Entreprises pour l'Environnement :

Notre affaire à tous, février 2020, Benchmark de la vigilance climatique des multinationales & ReclaimFinance, mai 2022, Assemblée générale de BNP Paribas : quels enjeux pour le climat ?

Syndicat des énergies renouvelables : The Guardian, janvier 2015, Fossil fuel firms accused of renewable lobby takeover to push gas Roundtable on Sustainable Palm Oil : Coalition de 100 ONGs, décembre 2022, 100 NGOs sign a public statement denouncing the RSPO

Alliance to End Plastic Waste : Planet Tracker, août 2022, Alliance to end plastic waste: Barley credible

Protection de la nature et humanitaire :

Juste 2°C : Patrick Pouyanné, octobre 2015, Conférence à Sciences Po

Réserve Naturelle de l'Estuaire de la Seine : FranceTVinfo, avril 2022, Près du Havre, le benzène de la zone industrielle pollue l'air des écoles

Culture et patrimoine :

Intro : Observatoire des multinationales, janvier 2017, Le Louvre et les grands musées sont-ils sous l'influence de l'industrie pétrolière ?

Le musée du Louvre : Greenpeace, octobre 2021, Total & Le Louvre, embourbés dans la mélasse

Fondation du patrimoine : Site internet de la Fondation TotalEnergies, janvier 2023, Réveiller les pierres révéler les hommes
Portes tournantes :

Intro : LaCroix, novembre 2014, Poutine rencontre pour la première fois le nouveau PDG de Total

Institutions publiques :

Organisation maritime internationale : Mediapart, août 2015, Pollution: Total représente la France à l'ONU

Ambassades de France : Les Amis de la terre, l'Observatoire des multinationales et Survie, octobre 2021, Comment l'État fait le jeu de Total en Ouganda

Stratégie d'optimisation fiscale :

Intro : Basta!, juillet 2022, TotalEnergies n'a pas payé d'impôt sur les sociétés en France depuis deux ans

Bermudes : Nouvelobs.com, novembre 2017, Total, Dassault... Ces entreprises françaises qui pratiquent l'évasion fiscale

Administration fiscale française : LaTribune.fr, avril 2015, Total va «payer des impôts sur les bénéfices en France dès 2015», assure Pouyanné

Lobbies :

Intro : Site internet de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, janvier 2023, Page dédiée à l'activité de représentation d'intérêt de TotalEnergies SE Association Française des Entreprises Privées.

LeMonde, octobre 2022, L'AFEP, ce club très discret des grands patrons

Business Europe : Observatoire des multinationales, octobre 2019,

Rapport Bruxelles et Paris sous l'emprise des lobbies fossiles

CEFIC : Observatoire des multinationales, octobre 2019, Rapport Bruxelles et Paris sous l'emprise des lobbies fossiles

Nouveaux projets fossiles depuis 2021 :

Intro : Ouest France, 28 mai 2021, Arrêter de chercher du pétrole ? Pas tout de suite, dit le PDG de Total.

Sources spécifiques aux projets controversés de Total :

Ouganda et Tanzanie

Les amis de la Terre et Survie, octobre 2022, Rapport EACOP : La voie du désastre. Enquête inédite sur le projet de Total en Tanzanie

Russie

LeMonde, 2022, TotalEnergies en Russie : il faut cesser de fermer les yeux
L'Express, 2022, TotalEnergies sort d'un champ gazier accusé de fournir l'armée russe

The Guardian, 2006, Russia's rush for gaz widens gap between growing wealth and vanishing tradition

Mozambique

Friends of the Earth Europe and Mozambique, mai 2022, Fuelling the Crisis in Mozambique : How Export Credit Agencies contribute to climate change and humanitarian disaster

Yémen

Le Monde, 2019, Un site de Total utilisé comme prise au Yémen
Observatoire des armements, SumOfUs, Les Amis de la Terre France, 2019, Opération Shabwa, La France et Total en guerre au Yémen ?

Algérie

Observatoire des multinationales, 2017, L'Algérie relance le gaz de schiste avec Total

Observatoire des multinationales et Basta!, 2015, Total et le gaz de schiste algérien

Reporterre, 2019, Algérie : un enjeu caché, le gaz de schiste

TotalEnergies, 2018, Algérie : démarrage de la production du champ gazier de Timimoun

Argentine

TotalEnergies, 2017, Argentine : Total s'engage dans le développement des ressources non conventionnelles de Vaca Muerta et augmente sa participation

350.org, 2021, Si a la Argentina realmente le importa su agua, debemos frenar a Vaca Muerta antes que sea demasiado tarde

Greenpeace, 2018, Pollution massive en Patagonie : Total responsable ?

La Croix, 2017, Total va exploiter un immense champ de gaz de schiste en Argentine

République du Congo

Le Monde, 2018, Le pétrole congolais d'Elf, huile de la Françafrique

Le Monde, 2018, Comment le groupe Total a aidé le Congo à berner le FMI

Birmanie

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme, 2005, Total pollue la démocratie, stoppons le TOTALitarisme en Birmanie

Le Monde, 2005, Total va indemniser ses accusateurs

Le Monde, 2022, TotalEnergies et Chevron se retirent de Birmanie, presque un an après le coup d'Etat

Novethic, 2022, Total et la Birmanie, une si longue controverse !

The Burma campaign UK, 2005, Totalitarian Oil, fuelling the oppression in Burma

Nigeria

Observatoire des multinationales, 2014, Envahis par le gaz, les paysans du Nigeria face à Total

ERA/FoEN et Les amis de la terre, 2014, Special Field Report on Total's Pollutions in England

Vanguard Nigeria, 2015, Egi people accuse Total of continuous pollution

Il est difficile de se débarrasser de taches d'huile.
Mais pas impossible.

Jade Verda
Renaud Concordet

TOTAL
L'ENQUÊTE